

# GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

## ABONNEMENT.

Un Mois, 5 Francs.  
Trois Mois, 13 Francs.  
Six Mois, 25 Francs.  
L'année, 48 Francs.

## AVIS.

Nous rappelons à nos abonnés que la suppression du journal est toujours faite dans les trois jours qui suivent l'expiration des abonnements. Pour faciliter le service et éviter des retards, nous les invitons à envoyer par avance les renouvellements.

## Sommaire.

### Assemblée Nationale.

Justice civile. — Cour d'appel de Paris (1<sup>re</sup> ch.) : Chemins de fer de Dieppe et Fécamp; demande de plusieurs actionnaires en restitution de leurs versements et en dommages-intérêts, à raison du défaut d'exécution du rail-way de Fécamp. — Cour d'appel de Paris (3<sup>e</sup> ch.) : Cirque naval à la gare Saint-Ouen; société en commandite; interdiction de création d'actions; cession de parts en tout ou partie; validité. — Tribunal de commerce de la Seine : Nom industriel; usurpation; demande reconventionnelle; l'amiral Tromp et le prince et la princesse Colibri.

Justice criminelle. — Cour de cassation (ch. crim.) : Colportage; distribution dans l'intérieur des boutiques. — Cour d'assises de la Seine : L'abbé Châtel au Salon de Mars; outrage à la morale publique et religieuse; arrêt par défaut. — Excitation faite à des militaires pour les détourner de leurs devoirs. — Cour d'assises des Landes : Accusation d'assassinat suivi de vol; vol avec violence, la nuit, sur un chemin public. — Tribunal correctionnel de Paris (6<sup>e</sup> ch.) : Musique gravée; paroles imprimées; absence du nom de l'imprimeur; contrefaçon.

### Assemblée législative.

L'Assemblée a continué et terminé aujourd'hui l'examen du budget de l'agriculture et du commerce; la discussion a principalement porté sur deux points, les courses et les écoles des arts et métiers. On se souvient qu'hier M. Richard (du Cantal) avait proposé un amendement ayant pour objet d'affecter aux primes d'encouragement des juments poulinières les trois cent mille francs destinés aux courses; l'honorable membre avait, à cette occasion, fort maltraité le cheval d'hippodrome, c'est-à-dire le pur sang anglais. M. le général de Lamoricière a pris aujourd'hui la défense de cette race de chevaux si vivement attaquée par les partisans du pur sang oriental; il a réhabilité l'égalon anglais; il a déployé en faveur du maintien des courses qui favorisent, a-t-il dit, la production du cheval de guerre, tout l'esprit et toute la verve qu'on lui connaît. M. le général de Lamoricière a obtenu gain de cause; l'amendement de M. Richard (du Cantal) a été rejeté à une grande majorité.

Quant aux écoles des Arts-et-Métiers, qui sont au nombre de trois : Aix, Châlons et Angers, la Commission avait porté sur elles un jugement très défavorable. M. Berryer disait, dans son rapport, que le résultat de ces établissements avait été, en général, de former d'assez médiocres ouvriers; que c'était à peine si on en avait vu sortir quelques hommes d'élite, devenus depuis des ingénieurs industriels ou des chefs d'ateliers; que l'instruction avancée qu'on y recevait n'avait été, pour la plupart des jeunes gens ainsi élevés aux frais de l'Etat, qu'une source de déceptions fâcheuses. M. Berryer ajoutait que plus des neuf dixièmes de ces jeunes gens se voyaient hors d'état, en quittant l'école, de gagner leur vie par la pratique du métier qu'ils croyaient y avoir appris d'une manière supérieure. Leur habileté de main n'étant pas en rapport avec leur éducation théorique, ils étaient très peu accueillis dans les grands établissements industriels. Les chefs d'usines leur refusaient les enfants de leurs ouvriers, instruits dans la pratique dès leur premier âge, et suffisamment initiés aux connaissances théoriques par la fréquentation des écoles locales. De là, toujours au dire du rapporteur, des mécomptes, des froissements, de véhémentes accusations dirigées par ces jeunes gens contre la société, impuissante à réaliser des espérances qu'elle avait elle-même autorisées. En conséquence, la commission du budget exprimait l'opinion que les encouragements de l'Etat seraient bien plus sagement et plus utilement placés s'ils étaient accordés aux jeunes ouvriers qui se font distinguer par leur intelligence et leur bonne conduite dans les établissements de l'industrie, s'ils servaient à faciliter à ces ouvriers d'élite les moyens de compléter et de perfectionner leur instruction théorique. La Commission déclarait, en même temps, qu'à son avis, le nombre des admissions dans les écoles des arts et métiers pourrait être fortement restreint sans inconvénient en 1850; qu'indiquer nettement sa pensée, pour déterminer cette réduction, elle proposait une réduction de 14,000 francs sur l'ensemble du crédit fixé par le projet de budget à 1,165,000 francs, en y comprenant les dépenses du Conservatoire des Arts-et-Métiers de Paris.

L'honorable M. Raudot a naturellement trouvé le chiffre de cette réduction beaucoup trop minime, et s'empara du jugement formulé par le rapporteur sur le peu d'utilité des trois écoles, il a demandé un retranchement de 1,010,000 fr. sur le crédit total de 1,165,000 fr. L'Assemblée a entendu ces deux discours et l'appui de l'un sur l'autre a été très long discours de l'appui de l'autre. L'Assemblée a laissé dire, mais elle a rejeté sa proposition à la presque unanimité. C'est entre la Commission d'une part, M. le ministre de l'Agriculture et M. Corné de l'autre, qu'a eu lieu le véritable débat. M. Corné a défendu avec chaleur les écoles menacées, qu'il a qualifiées de collèges de l'industrie; il a soutenu la nécessité d'encourager la jeunesse à quitter les carrières littéraires encombrées et d'entrer de préférence dans l'industrie, qui multiplie les richesses du pays. M. le ministre de l'Agriculture, qui avait, à ce qu'il paraît, admis tout d'abord,

avec la Commission la possibilité de fermer l'une des trois écoles, s'est rallié à l'opinion de M. Corné; il a apporté à la tribune des documents constatant que l'industrie privée compte aujourd'hui parmi ses ingénieurs et ses chefs d'ateliers les meilleurs, les mieux rétribués, quinze cents anciens élèves des écoles du Gouvernement. La Commission a néanmoins persisté dans ses conclusions par l'organe de M. Berryer. On a passé au vote, et la réduction de 14,000 fr., dont nous avons parlé plus haut, a été adoptée, au scrutin, par 358 voix contre 277, sur 635 votants. Demain, discussion du budget du ministère des travaux publics.

## JUSTICE CIVILE

### COUR D'APPEL DE PARIS (1<sup>re</sup> ch.).

Présidence de M. le premier président Troplong.

Audiences des 9, 16, 23 et 26 avril.

CHEMINS DE DIEPPE ET FÉCAMP. — DEMANDE DE PLUSIEURS ACTIONNAIRES EN RESTITUTION DE LEURS VERSEMENTS ET EN DOMMAGES-INTÉRÊTS, À RAISON DU DÉFAUT D'EXÉCUTION DU RAIL-WAY DE FÉCAMP.

L'assemblée générale des actionnaires d'une société n'a pas le droit d'altérer les bases constitutives de la société; mais elle peut, dans des vues de bonne administration, restreindre ses opérations; et les délibérations qu'elle prend à cet égard de bonne foi, en connaissance de cause et pour le bien de la société, obligent la minorité des actionnaires.

Une compagnie constituée pour la construction et l'exploitation d'un chemin de fer aboutissant à deux villes, et faisant l'objet d'une seule concession, peut, dans les termes qui précèdent, être restreinte à la construction du chemin de fer sur une seule de ces villes.

Neuf actionnaires, domiciliés à Fécamp, ont formé contre les administrateurs des chemins de fer de Dieppe et Fécamp, pour cause d'abandon de l'exécution de cette dernière ligne, une demande en résiliation de l'acte de société du 8 octobre 1845, en restitution de 108,100 francs, montant de leurs versements sur 200 actions dont ils sont porteurs, et en 100,000 francs de dommages-intérêts. L'exécution de la ligne de Fécamp est, suivant eux, la ruine du commerce de cette ville, au profit de Dieppe; il y aurait eu, néanmoins, possibilité pour la compagnie de l'exécuter; mais son mauvais vouloir est manifeste; elle vient même de demander à l'autorité l'exonération de son obligation à cet égard. D'un autre côté, la compagnie, représentant les intérêts de 36,000 actionnaires, sauf les réclamants, qualifiée de spéculation, une demande qui n'aurait pas à moins que la liquidation, c'est-à-dire la ruine immédiate de la société; aussi, la demande d'exonération est-elle le résultat de l'adhésion du plus grand nombre des actionnaires; mais si d'autres suivaient le signal donné par les demandeurs, la dissolution de la compagnie serait inévitable.

Ce double point de vue, et les assimilations auxquelles peut donner lieu l'état actuel d'autres compagnies, aussi bien que le point de droit que fait naître la demande d'exécution et l'interprétation du contrat, démontrent l'intérêt qui s'attache à cette affaire.

La loi du 19 juillet 1845 a autorisé la concession directe et unique des deux embranchements de Dieppe et de Fécamp sur le chemin de fer de Rouen au Havre. Le cahier des charges fixait pour l'achèvement des travaux un délai de trois ans; ces travaux devaient être, à peine de déchéance, commencés dans l'année, et parvenus, à la fin de la deuxième année, à la moitié de leur achèvement. Le 13 septembre 1845, convention, sanctionnée par ordonnance royale du 28 septembre, entre M. le ministre des travaux publics et MM. d'Alton-Shée, Blum, Osmond, de Saint-Albin et Barbet, portant concession des deux embranchements, pour une durée expirant en 1849. Puis, formation d'une société anonyme sous la dénomination de chemins de fer de Dieppe et Fécamp, au capital de 18 millions; représentatif de trente-six mille actions de 500 fr. chacune.

La compagnie a exécuté le chemin de fer de Dieppe, dont les dépenses affectaient les trois quarts du capital social. Mais, dès la fin de 1846, elle avait commencé des démarches pour obtenir d'être exonérée de l'obligation de construire la ligne de Fécamp; elle n'obtint pas cette exonération; mais une loi du 9 août 1849 lui accorda, pour l'achèvement de cette ligne, un délai qui devait expirer le 1<sup>er</sup> avril 1850. Loin d'avoir exécuté les travaux nécessaires, la compagnie s'est cru dans la nécessité de réclamer de nouveau, en exécution d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires, cette exonération, en faisant remarquer que l'exécution de la ligne de Fécamp, dont les produits ne couvriraient pas d'ailleurs l'intérêt des capitaux, nécessiterait l'appel des deux derniers dixièmes, auxquels les actionnaires ne répondraient pas mieux sans doute que ne l'avaient fait beaucoup d'entre eux pour les dixièmes précédents, en sorte qu'il était indispensable de s'en tenir au chemin de Dieppe, qui fut en effet ouvert au mois d'août 1848.

Alors fut intenté, le 20 juillet 1849, par les sieurs Regimbart et huit autres actionnaires, le procès actuel, par assignation devant le Tribunal de commerce. Le 9 août 1849, ce Tribunal renvoyait devant arbitres; le 31 août, le Tribunal arbitral se constituait; le 28 octobre, faute par les demandeurs d'avoir opéré le huitième versement, la compagnie faisait vendre leurs actions à la Bourse; les 24 novembre et 14 décembre, un jugement arbitral était rendu par MM. Dubut et Guibert, arbitres, et M. Lefèvre, tiers-arbitre.

La compagnie avait opposé une fin de non-recevoir tirée de ce que les actions de plusieurs des appelants ayant été vendues, ils n'étaient plus actionnaires et n'avaient plus qualité. Cette fin de non-recevoir a été repoussée par tous les arbitres; ceux-ci ont été d'accord également sur le droit qu'avaient les réclamants d'exiger la confection de la ligne; mais, sur les conséquences à tirer du défaut d'exécution, ils ont été divisés, l'un pensant qu'il y avait lieu de prononcer la résiliation, l'autre qu'il convenait d'accorder un délai, qu'un délai avait en effet été imparti et n'était pas expiré, et qu'ainsi la demande à ce point de vue était non-recevable; opinion que le tiers-arbitre a partagée. Quant aux dommages-intérêts, le rejet de la demande sur ce point a été unanime.

Appel de la part des actionnaires.

M. Senard, leur avocat, fait observer, quant à la fin de non-recevoir, que le refus de versement du 8<sup>e</sup> 10<sup>e</sup> n'était que le préliminaire de la demande judiciaire; s'il est constaté que cette demande est fondée, il sera décidé par la même que le refus de paiement et la vente des actions à la Bourse, n'a créé contre les demandeurs aucune déchéance.

Au fond, l'avocat convient que la loi de concession et le cahier des charges forment, entre l'Etat et la compagnie, le contrat dont le gouvernement peut réclamer l'exécution; mais, à côté de ce contrat, l'acte de société, qui lie les compagnies et les actionnaires. On ne peut donc opposer à l'Etat la fin de non-recevoir de l'Etat à l'égard de la compagnie, le dé-

lai qu'il a accordé jusqu'en 1850, la restitution qu'il a faite du cautionnement.

S'il ne s'agissait que d'une simple modification, d'une addition, d'un retranchement dans l'exécution, comme la suppression d'un embranchement, la réduction du nombre des convois, les actionnaires pourraient n'être pas écoutés; mais on va jusqu'à la suppression de la ligne et de l'objet direct de la société, qui est la construction du chemin de fer de Dieppe et de Fécamp; cela ne ressemble pas, comme on l'a objecté, à une société constituée pour construire dix bateaux à vapeur, qui n'en construisent que huit, ni au fait de la compagnie de Lyon, qui va jusqu'à Joigny, par exemple, et s'arrête subitement, à cause de l'épuisement de ses ressources.

D'ailleurs, la compagnie de Dieppe n'est pas épuisée; elle peut appeler encore deux dixièmes, qui donnent un capital de 3,600,000 francs, et le chemin de Fécamp ne demandera que 3,000,000; mais la compagnie réserve ces deux dixièmes pour les employer à une deuxième voie sur le chemin de Dieppe, lorsqu'elle aura été exonérée du chemin de Fécamp. Il y a si peu de danger de ruine à l'établissement de ce dernier chemin, que le conseil municipal de Fécamp offre de garantir pendant quinze ans un minimum d'intérêt de 4 pour 100. D'ailleurs, ce danger existait-il, la compagnie n'a pas d'autre droit que de se mettre en liquidation et de se dissoudre, puisqu'avant tout elle est, par ses statuts, constituée pour l'exécution des deux chemins. Dans un procès de même nature, la Cour de chancellerie de Londres a, le 10 novembre dernier, consacré le droit d'un actionnaire à la reprise de sa mise contre la compagnie du chemin de fer de Londres à Portsmouth.

M. Senard établit ensuite que l'inaction complète de la compagnie avant la demande judiciaire formée en juillet 1849, justifie et rend sans conteste cette demande recevable. Fût-il vrai, comme on l'allègue, que le ministre des travaux publics serait disposé à accorder un délai de dix ans, les intérêts privés ne seraient point enchaînés par cette concession. L'ailleurs, aujourd'hui même, si la compagnie déclarait être prête à exécuter le chemin, les demandeurs renonceraient à leur action; mais elle ne veut pas exécuter.

On objecte qu'en 1847, après la loi du 9 août, les demandeurs ont abandonné une procédure qu'ils avaient commencée aux mêmes fins que celle soumise aujourd'hui à la Cour; mais il n'en résulte nullement qu'alors ils aient considéré leur droit comme subordonné à celui de l'Etat, et la reprise des poursuites en 1849 est la conséquence naturelle de l'inaction obstinée de la compagnie et de ses protestations contre l'obligation de construire le chemin de Fécamp.

Quant aux dommages-intérêts, les mauvais vouloir de la compagnie, fondés sur le désir de ruiner le port de Fécamp et d'enrichir celui de Dieppe, justifient cette réclamation que les demandeurs offrent d'établir, par état, quant au préjudice que chacun d'eux a souffert dans son industrie, dans ses spéculations et dans ses propriétés.

M. Delange a présenté la défense de la compagnie. Les moyens de cette défense sont connus par la réfutation qu'en a faite l'avocat des appelants.

M. Delange a ajouté qu'aucun préjudice n'avait été fait à la ville de Fécamp, dont le port n'a pas cessé de recevoir un aussi grand nombre de navires qu'avant l'exécution de la ligne de Dieppe. L'intention de la compagnie de commencer la ligne de Fécamp résulte, du reste, de devis qu'elle avait passés, dès l'origine, pour les travaux de cette ligne.

Le Gouvernement, loin de protester, a rendu le cautionnement; il a accordé, en 1847, un délai de trois ans, dans un moment où on ne travaillait encore que sur la ligne de Dieppe.

Les actionnaires eux-mêmes, en abandonnant l'arbitrage qu'ils avaient constitué à cette même époque, en payant les 10<sup>e</sup> échus, ont bien reconnu par là même le peu de fondement de leur réclamation.

Il est impossible, en résumé, que l'on ne tienne pas compte de la force majeure, qui contraindrait la compagnie à renoncer au rail-way de Fécamp, qui serait infécond pour la caisse sociale; la compagnie est ici l'écho de 35,800 actionnaires, justement désireux d'éviter leur ruine contre la spéculation de 9 individus porteurs de 200 actions seulement.

M. Barbier, substitut du procureur-général, en repoussant la fin de non-recevoir, conclut à l'admission de la demande au fond, mais non à l'allocation de dommages-intérêts.

Voici le texte de l'arrêt :

« La Cour,

« En ce qui touche la fin de non-recevoir tirée de ce que Vittecoq, Fréret, Couillard, Arthur Fréret et Regimbart auraient perdu la qualité d'associé;

« Adoptant les motifs de la sentence arbitrale;

« Au fond,

« Considérant que, bien qu'en thèse générale, aucune innovation par addition, retranchement ou changement ne puisse être apportée à la chose sociale sans le consentement de tous les associés (argument de l'art. 1835, § 4, C. c.), ce principe reçoit cependant une exception dans la cause par l'art. 44 des statuts qui donne à l'assemblée générale des actionnaires le droit de prononcer souverainement sur tous les intérêts de la société dans la limite de ses statuts;

« Considérant qu'il est constant, en fait, que la société, par ses représentants légaux, a décidé, avant qu'il était en elle, qu'elle ne ferait pas le chemin de fer de Fécamp; que cette décision a été prise de bonne foi, par défaut de ressources et par mesure de bonne administration; qu'elle lie la minorité des actionnaires d'après la règle de droit romain *referat ad universos quod publici fit per majorem partem* (L. 160, § 1. ff. De regulis juris);

« Que si quelques actionnaires peu nombreux de Fécamp, en leur qualité d'habitants de cette localité, éprouvent un dommage par suite de cette résolution, leur qualité de membres de la société ne leur permet pas de répudier une décision prise par la très grande majorité, en connaissance de cause, après de sérieuses études, et uniquement pour le bien de la société, qui est le mobile essentiel de toute administration sociale, et dont ils profitent eux-mêmes en tant que sociétaires;

« Qu'à la vérité, si l'assemblée générale se permettait de substituer à l'objet social un objet différent, et de transformer ainsi les statuts, ce changement dans l'essence de la société ne pourrait être imposé à la minorité contre son gré, mais qu'il ne s'agit pas d'altérer les bases constitutives de la société, et de substituer un contrat à un autre contrat; que la société n'a fait que restreindre l'étendue de ses opérations dans une vue de bonne administration et pour le meilleur intérêt de tous; que le changement de diminution partielle n'a jamais été considéré, en droit, comme un changement radical et extensif, surtout lorsque la partie restante, comme dans l'espèce, une valeur considérable, et qu'elle laisse une base importante à l'exploitation sociale;

« Considérant qu'il n'a pas été formé deux sociétés distinctes pour l'établissement et l'exploitation de deux chemins différents, mais bien une seule et même société pour l'exploitation d'une seule et même concession; qu'en réduisant l'étendue de ses opérations, la société ne sort ni de son objet, qui est l'exploitation de la concession, ni de son but, qui est de faire des bénéfices; qu'au contraire, elle poursuit ce but,

inséparable de toute société, d'après l'art. 1832 du Code civil, en se dégageant de la partie onéreuse de la concession, pour se renfermer dans la partie qui présente le plus d'avantage;

« Considérant, enfin, qu'il est de principe qu'un associé ne peut rien faire contre l'intérêt social, et qu'il doit même subordonner à cet intérêt supérieur son intérêt particulier; que, cependant, les parties de Senard, préférant leur intérêt privé d'habitants de Fécamp à leur intérêt évident comme associés, intentent une action qui ne tend à rien moins qu'à imposer à la société une entreprise au-dessus de ses facultés actuelles, à précipiter par là sa dissolution et sa ruine, et à lui faire perdre le bénéfice de la meilleure partie de la concession, bénéfice acquis par plusieurs millions dépensés et par des travaux considérables;

« Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée contre aucun des appelants principaux;

« Infirme, en ce que la demande principale des parties de Senard n'a été déclarée non-recevable que quant à présent, au principal, déboute lesdites parties de leur demande, etc. »

### COUR D'APPEL DE PARIS (3<sup>e</sup> chambre).

Présidence de M. Poultier.

Audience du 20 avril.

CIRQUE NAVAL A LA GARE SAINT-OUEN. — SOCIÉTÉ EN COMMANDITE. — INTERDICTION DE CRÉATION D'ACTIONS. — CESSIION DE PARTS EN TOUT OU PARTIE. — VALIDITÉ.

L'interdiction faite par l'autorité au concessionnaire d'une entreprise théâtrale de créer pour son exploitation une société en commandite par actions, n'est point une cause d'une nullité d'une simple société en commandite, avec condition qu'au cas de cession partielle par l'un des associés commanditaires de ses droits dans la société, les cessionnaires resteront étrangers à la société comme à toutes ses opérations, cette dernière n'ayant à connaître que le titulaire de la part totale formant la commandite du cédant, lorsque, d'ailleurs, la cession doit être faite dans la forme des transports ordinaires, et non sous la forme d'actions transmissibles avec registre à souche et transfert.

M. Lachaud expose que le sieur Buquet avait eu la pensée d'établir un spectacle nautique sous le nom de Cirque naval à la gare de Saint-Ouen, dont les larges dimensions (72,000 mètres), auraient permis de représenter des scènes de navigation antique et mythologiques et les plus beaux faits d'armes de la marine française. Il en avait fait part et avait communiqué ses plans aux ministres de la guerre et de la marine, qui y avaient donné leur approbation comme à une œuvre nationale, et lui avaient promis de mettre à sa disposition tous les moyens de mise à exécution de cette entreprise. Ainsi, le ministre de la marine devait l'autoriser à prendre dans les magasins de l'Etat, 400 canons pour armer des bâtiments de guerre; le Cirque devait avoir, en effet, sa flotte, composée d'une frégate de 46 canons, un brick de 10 canons, puis des yachts, de grands, de petits canots, des bateaux à vapeur et une multitude de barques, nacelles, embarcations de tous les genres, de tous les styles, qui venaient se ranger sous les bâtiments de haut bord. Le devis de ces constructions ne s'élevait pas à moins de 219,000 fr.

Le programme pour 1848 présentait toutes les chances de succès par son grandiose et sa variété. Il était divisé en quatre parties :

Première partie. — Régates : Courses de vitesse en yoles, en canots, etc.

Deuxième partie. — Navigation antique, scènes mythologiques : La galère de Cléopâtre, à trois rangs de rameurs, montée par Cléopâtre, Antoine et leur suite.

La naissance de Vénus, grande scène à spectacle.

Des joutes sur l'eau, sous Louis XIII, par des hommes et des femmes.

Troisième partie. — Scènes de la marine française : La prise de Saint-Jean-d'Ulloa, l'arrivée de la flotte française aux îles Marquises, le baptême du tropique, combats de navires.

Quatrième partie. — Fêtes de nuit : La fête des Jonques chinoises, combat naval, embrasement et explosion d'un vaisseau, attaque nocturne des forts par la flotte.

Pour l'exécution de ce programme, 500 marins, sortant presque tous de la marine royale, devaient être engagés par le Cirque, qui devait dresser de vastes amphithéâtres pouvant contenir 25,000 spectateurs, et donner ainsi à ce nouveau spectacle une immense popularité.

Le privilège avait été obtenu le 9 juillet 1847. M. Buquet avait parlé de son projet à M. Seveste, directeur des théâtres de la banlieue. Ce dernier l'avait trouvé si bien conçu, qu'il avait demandé à entrer dans la société que M. Buquet se proposait de former. M. Seveste s'adressa à M. Durand-Morimbeau pour avoir des bailleurs de fonds, et le 16 novembre 1847 un acte de société fut signé entre M. Buquet, directeur privilégié, M. Seveste, tous deux associés en nom collectif, et MM. Durand-Morimbeau, Breton, Brunet et Pillas, commanditaires, qui s'obligèrent à verser, les trois premiers, une somme de 400,000 francs chacun, et le sieur Pillas 50,000 francs.

Mais survinrent les événements de février 1848, qui avaient diminué les chances de succès du Cirque; de sorte que MM. Brunet et Breton, après un premier versement de 50,000 fr., ont refusé de continuer à remplir leurs engagements.

Les sieurs Buquet et Seveste ont alors formé contre eux une demande à fin de nomination d'arbitres pour statuer sur les contestations sociales; de leur côté, les sieurs Brunet et Breton ont demandé la nullité de la société pour dol et fraude; et en ce qu'elle serait une société en commandite par actions formellement interdite par l'acte de concession du privilège; et sur ces deux demandes a été rendu un jugement qui prononce la nullité de la société comme n'étant qu'une société en commandite par « actions déguisées », et déboute les sieurs Buquet et Seveste de leur demande en nomination d'arbitres.

M. Lachaux examine successivement les deux moyens de nullité allégués par les adversaires :

Le dol et la fraude : Jamais acte de société n'avait mieux garanti les intérêts des commanditaires; le fonds social était de 700,000 fr., les bailleurs de fonds versaient 350,000 fr., les fondateurs qui se partageaient les 350,000 fr. restant n'auraient droit à une part de propriété que lorsque les bailleurs de fonds seraient intégralement remboursés, et alors les commanditaires auraient, en outre, des parts égales à celles des fondateurs dans la propriété. Ils occuperaient, d'ailleurs, des fonctions dans la société, et leurs appointements seraient au moins de 6,000 fr. par an. Où donc l'apparence même du dol et de la fraude?

L'infraction à l'acte de concession : L'acte de concession du privilège interdisait, à la vérité, la création d'une société en commandite par actions; mais rien de semblable dans l'acte de société dont il s'agit, car il n'autorise les associés qu'à céder par voie de transport ordinaire une ou plusieurs parts de leur intérêt, de manière à ce qu'ils restent toujours seuls titulaires au regard de la société, qui ne devait jamais connaître qu'eux. La prohibition faite par l'acte de concession a été évidemment respectée.



La Cour infirmera donc la sentence des premiers juges et renverra les parties devant des arbitres pour régler les difficultés sociales.

M. Allou pour les sieurs Brunet et Breton :

Le projet de M. Baquet n'avait aucune chance raisonnable de succès. Un spectacle à la gare de St-Ouen n'était bien loin. Un spectacle assujéti à toutes les variations de l'atmosphère! c'était bien chétif. Un amphithéâtre de 25,000 spectateurs! c'était magnifique sur le papier, mais la difficulté, c'était de le garnir de spectateurs. Quant au programme, on voulait reproduire les jeux de Rome ancienne, des combats de trirèmes, des luttes de monstres marins placés sous les yeux du peuple-roi. Ces fêtes avaient, dans l'état des mœurs antiques, une grandeur à laquelle il faut désespérer d'atteindre de nos jours; d'ailleurs Rome n'imaginait jamais d'appeler les curieux à chercher leurs plaisirs loin, bien loin de ses portes, et s'il leur fallait l'image de la mer et de ses combats ou de ses tempêtes, c'était le Tibre lui-même qu'on détournait de son cours et dont on faisait rouler les flots dans l'amphithéâtre, centre unique de toutes les splendeurs et de toutes les fêtes.

M. Allou insiste sur le caractère de la société, sur ce qu'avait d'illusoire les apports de MM. Baquet et Siveste, évalués dans l'actif social modestement à 330,000 francs, sur la pression exercée sur ses clients pour déterminer leur adhésion, et soutient enfin le bien jugé de la sentence des premiers juges.

M. Duboulet, pour le sieur Sylvestre, répond à M. Allou; il rejette la pensée de fraude et soutient, en droit, que jamais la société n'a déguisé une société en commandite par actions; elle n'en a ni le caractère ni les dangers.

La Cour,

En ce qui touche les moyens de nullité tirés du dol et de la fraude :

« Considérant qu'ils ne sont pas justifiés ;  
« En ce qui touche l'infraction à l'acte de concession ;  
« Considérant que les dispositions prohibitives insérées dans l'autorisation donnée par l'administration pour l'exploitation d'un spectacle nautique, ne s'appliquent pas à la mise en société de ladite exploitation au moyen d'une société en commandite, mais à la création de ce genre de société par actions, que, si l'acte de concession de ce genre de société établie en nom collectif, et pour d'autres avec qualité de commanditaires, il est formellement stipulé qu'en cas de cession partielle par l'un des associés commanditaires de ses droits dans la société, les cessionnaires resteront étrangers à la société comme à toutes ses opérations, cette dernière n'ayant à connaître que le titulaire de la part totale formant la commandite du cédant ;  
« Considérant, en outre, que ce n'est pas sous la forme d'actions transmissibles dans les règles d'usage, avec registre à souche et transfert, que le mode de transmission est admis, mais seulement dans les termes des transports ordinaires; qu'ainsi, on ne saurait trouver dans les facultés indiquées dans l'acte d'association à cet égard, une infraction aux prohibitions de l'autorité et une cause de nullité dudit acte, les stipulations de l'acte de société ne constituant pas la société en commandite par actions; que, d'ailleurs, en admettant cette cause de nullité qui pourrait invoquer l'autorité administrative, il n'en serait pas moins établi qu'il a existé entre les parties une société de fait pour un intérêt commercial qui serait à régler par la juridiction compétente ;  
« Infirme, au principal, renvoie les parties devant arbitres. »

#### TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

Présidence de M. Vernay.

Audience du 26 avril.

NOM INDUSTRIEL. — USURPATION. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE. — L'AMIRAL TROMP ET LE PRINCE ET LA PRINCESSE COLIBRI.

L'amiral Tromp, le nain du boulevard Bonne-Nouvelle, a été bien imprudent de chercher noise à ses illustres compères, le prince et la princesse Colibri. Le trait qu'il leur lançait s'est retourné contre lui-même; il se plaignait d'une usurpation, et c'est lui qui est condamné comme usurpateur.

Nous avons fait connaître dans la *Gazette des Tribunaux* la demande formée devant le Tribunal de commerce par M. Hermann, qui exhibe l'amiral Tromp dans la salle du boulevard Bonne-Nouvelle, contre MM. Douchet et Smith, qui exploitent le prince et la princesse Colibri dans la salle de l'Alhambra, hôtel des Princes. On se rappelle que M. Hermann prétendait que le nom de Colibri appartenait exclusivement à son nain; que ce nom lui avait été donné le 6 mars par le public lui-même, à la suite de la première représentation des *Farces de Pierrot*, pièce de M. Cossart, dans laquelle l'amiral Tromp remplissait le rôle de Colibri. Il prétendait que les nains de MM. Douchet et Smith n'avaient pris ce nom que pour lui faire une concurrence déloyale, et établir une confusion qui lui causait un grave préjudice.

M. Petitjean, agréé de M. Hermann, a beaucoup vanté les mérites de l'amiral Tromp, qui a eu l'honneur de visiter le roi de Hollande, la reine d'Angleterre, et qui a reçu de ces souverains le plus brillant accueil, il a rappelé ses succès dans les *farces de Pierrot*, et notamment dans la scène du duel, où Colibri, avec ses petites jambes, mesure les pas qui doivent séparer les combattants, ce qui cause à Pierrot la plus grande frayeur. Il a soutenu ensuite que le nom de Colibri appartenait à l'amiral Tromp depuis le 6 mars, tandis que les autres nains ne l'avaient pris que le 13 mars, lors de leur première apparition à la salle de l'Alhambra, et a réclamé 5,000 fr. de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé.

M. Amédée Lefebvre, agréé de MM. Douchet et Smith, demande à son tour 5,000 fr. de dommages-intérêts contre Hermann, et que défense lui soit faite de donner à son nain le nom de Colibri, qu'il revendique pour ses petits princes. Il établit par des certificats et par des annonces dans les journaux, qu'arrivés à Paris le 12 janvier, ils ont pris immédiatement le nom de Colibri. Que dès cette époque, et à différentes reprises, ils ont été en relation avec différents directeurs de théâtres pour donner des représentations, qu'ils ont obtenu l'autorisation de M. le préfet de police sous le nom de Colibri, bien avant que l'amiral Tromp eût l'idée de prendre ce nom, et il représente la facture du carrossier qui a fait en février l'équipage des deux nains.

Après de vives répliques de M. Petitjean et A. Lefebvre, le Tribunal a rendu le jugement suivant :

« En ce qui touche la demande principale ;  
« Attendu que le nain présenté au public par Hermann est généralement connu sous le nom de l'amiral Tromp; que si dans une pièce dramatique il a rempli le rôle d'un personnage appelé Colibri, il n'en résulte pas que ce nom lui appartienne publiquement ;  
« Et attendu qu'il est justifié que précédemment les nains connus sous les noms de prince et princesse Colibri étaient arrivés à Paris, et que des démarches avaient été faites pour obtenir de l'autorité la permission de donner des représentations sous le nom de prince et princesse Colibri ;  
« Que dès lors le demandeur est sans droit pour se plaindre d'une usurpation de nom ;  
« En ce qui touche la demande reconventionnelle ;  
« Attendu que Hermann, en vue d'une concurrence déloyale, a donné à son nain le nom de Colibri ; qu'il n'avait pas porté ce nom jusqu'au moment de l'arrivée des nains, dont Douchet et Smith se proposaient de faire l'exhibition ;  
« Qu'il en est résulté pour Douchet et Smith un dommage dont il leur doit la réparation, et que le Tribunal, d'après les

éléments d'appréciation qu'il possède, fixe à 300 fr. ;

« Par ces motifs,  
« Déclare Hermann mal fondé dans sa demande ;  
« Le condamne par toutes les voies de droit et même par corps à payer à Douchet et Smith la somme de 300 fr. à titre de dommages-intérêts ;  
« Lui fait défense de donner à son nain le nom de Colibri sous peine de 50 fr. pour chaque contravention constatée, et le condamne en tous les dépens. »

#### JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Audience du 25 avril.

COLPORTAGE. — DISTRIBUTION DANS L'INTÉRIEUR DES BOUTIQUES.

Voici le texte de l'arrêt rendu hier dans l'affaire dont nous avons rendu compte (Voir la *Gazette des Tribunaux* d'hier) :

« OUI M. le conseiller de Boissieu en son rapport, et M. l'avocat-général Sevin en ses conclusions; OUI M. Martin (de Strasbourg) en ses observations ;  
« Vu l'article 6 de la loi du 27 juillet 1849 ;  
« Sur le premier moyen pris de la violation dudit article :

« Attendu que la loi du 27 juillet 1849 n'a pas reproduit les termes des lois du 10 décembre 1830 et 16 février 1834, sur les afficheurs et crieurs publics, et que, sous l'empire de cette nouvelle loi, l'infraction prévue par l'article 6 n'est plus soumise à la condition de l'exercice de la profession de distributeurs, ni à la circonstance de distribution sur la voie publique ;  
« Attendu que ledit article est conçu en termes généraux et absolus, et que les Tribunaux ne pourraient sans excès de pouvoir y introduire des exceptions repoussées par le législateur; qu'il s'applique, dès lors, à toutes distributions publiques de livres, écrits, brochures, etc., à titre gratuit ou onéreux, soit au dehors, soit à domicile ;  
« Attendu que la profession de peintre du demandeur dispense la Cour d'examiner le sens de l'article 6 dans sa relation avec les lois de police qui régissent le commerce de la librairie ;

« Attendu qu'il est judiciairement constaté que Benoît Desquènes, après avoir placé une annonce contre un carreau de vitre d'une fenêtre prenant jour sur la voie publique d'une pièce au rez-de-chaussée de la maison qu'il occupe, a distribué plusieurs exemplaires d'un écrit à divers individus, et qu'en le déclarant par suite coupable de distribution d'écrits sans autorisation, et en le condamnant à trois francs d'amende, le jugement attaqué, loin de violer l'article 6 précité, en a fait une saine application ;  
« Et sur le deuxième moyen, tiré de ce que le jugement n'a pas fixé l'époque de la distribution et a mis la Cour dans l'impossibilité de vérifier si cette distribution n'est pas antérieure à la promulgation de la loi du 27 juillet 1849 ;  
« Attendu que l'arrêt attaqué, en constatant que Desquènes n'était pas pourvu pour faire ses distributions, de l'autorisation prescrite par la loi, établit suffisamment qu'il s'agissait d'un fait commis sous l'empire de la loi ;  
« Attendu, d'ailleurs, que le moyen tiré de ce que le fait poursuivi était antérieur à la loi, n'a été présenté ni en première instance, ni en appel; et qu'il est, dès lors, non recevable ;

« Par ces motifs, la Cour rejette le pourvoi de Benoît Desquènes. »

#### COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Barbou.

Audience du 26 avril.

L'ABBÉ CHATEL AU SALON DE MARS. — OUTRAGE À LA MORALE PUBLIQUE ET RELIGIEUSE. — ARRÊT PAR DÉFAUT.

Le 11 mars dernier, dans une réunion tenue au *Salon de Mars*, l'abbé Chatel, le grand primat de l'ex-Eglise française, occupa la tribune, et y glorifia en des termes qu'aucun homme raisonnable ne voudrait avouer, la prééminence des passions charnelles sur les affections intellectuelles. La satisfaction des sens, voilà son Dieu, l'autre est une idole. Tel était le résumé de son discours.

Nous disons qu'aucun homme raisonnable ne voudrait avouer le discours de M. Chatel, qui témoigne en effet d'un désordre d'esprit, d'une sorte d'aliénation mentale dont le principe semble reconnu dans le certificat suivant que M. Chatel a fait parvenir à M. le président, pour expliquer son absence des débats :

« Je soussigné, professeur de médecine clinique à la Faculté de Paris, membre de l'Académie nationale de Médecine, officier de la Légion d'honneur, etc.,

« Atteste avoir donné mes soins à M. l'abbé Chatel en 1846, pour une affection cérébrale, à laquelle il est sujet, et qui est particulièrement caractérisée par une « excitation » de plus en plus intense, excitation qui rend les impressions de la lumière, des sons, intolérables, occasionne des douleurs violentes et enlève au malade « toute espèce de capacité intellectuelle », toute aptitude au moindre travail, « à la plus légère réflexion », et sous l'influence de laquelle il se trouve encore aujourd'hui par suite de circonstances fortuites.

Paris, 25 avril 1850.

Signé: ROSTAN.

Ainsi, hier c'était un failli, un épiciier de Charenton, qui était l'orateur d'une réunion électorale; aujourd'hui il s'agit de l'homme que ce certificat peint, et nous croyons que ce sont là des arguments sérieux pour ceux qui contestent l'utilité de ces tribunaux ouvertes à tous venant sous prétexte de réunions électorales.

La Cour, sur le réquisitoire de M. l'avocat-général Suin, a condamné par défaut l'ex-primat des Gaules à un an de prison et 500 fr. d'amende.

EXCITATION FAITE À DES MILITAIRES POUR LES DÉTOURNER DE LEURS DEVOIRS.

Le prévenu Mortora est un ardent socialiste, quoi qu'il en dise. Déjà, dans le département de l'Eure, il a été condamné pour faits de propagande, et il vient répondre aujourd'hui à une prévention grave dirigée contre lui et que l'arrêt de renvoi formule de la manière suivante :

Augustin Mortora, âgé actuellement de quarante-sept ans, est un ouvrier mécanicien qui paraît avoir depuis longtemps abandonné sa profession; d'après les renseignements fournis dans l'instruction, en 1848 il était à Lyon où il était signalé comme faisant partie des réunions politiques les plus exaltées. Au mois de juin de cette même année, il se rendit à Paris en annonçant qu'il allait y faire imprimer un écrit ayant pour titre : *Le Guide républicain*, qui n'a jamais été publié, mais sur la promesse duquel il recueillit sur la route, notamment à Auxerre, à titre de souscriptions, diverses sommes des individus auxquels il était parvenu à inspirer confiance. Il est renvoyé pour ce fait devant le Tribunal de police correctionnelle sous la prévention d'escroquerie; il a depuis fixé sa résidence à Paris, d'où, ainsi que ses propres déclarations le font connaître, il allait dans les départements voisins faire de la propagande et recueillir des souscriptions.

Au mois d'août 1849, il a été condamné à deux mois de prison et à 150 francs d'amende, par la Cour d'assises de l'Eure, pour excitation à la haine et au mépris du Gouvernement de la République.

Le 12 janvier dernier, se trouvant vers une heure après midi à la barrière de la Cunette, près de l'Ecole militaire, il fit la rencontre des nommes Liébaud et Michel Langon, caporaux au 13<sup>e</sup> régiment de ligne, qui étaient accompagnés du chasseur à pied Andréolète; Mortora les ayant abordés

sous le prétexte de leur demander s'ils connaissaient un nommé Bonnet, sergent, leur proposa un verre de vin, et après les avoir conduits en différents cabarets, il les fit entrer chez un traiteur. Pendant le repas qu'ils y prirent, Mortora leur dit qu'il était du parti socialiste et qu'il faisait de la propagande dans l'intérêt de ce parti; il ajouta qu'il avait déjà gagné une partie de l'armée, qu'il gagnerait l'autre avec un ouvrage qu'il allait publier, et qu'il se faisait fort de les convaincre eux-mêmes. Il dit aussi que le parti socialiste était le meilleur et qu'il valait mieux que le régime actuel. Les trois militaires lui répondant que, comme soldats, ils devaient rester étrangers à la politique et n'écouter que leurs chefs, il leur dit que lorsqu'on avait promis la République, les colonels, après s'être dit les frères des soldats avaient changé depuis; qu'on s'en apercevait à la manière dont ils traitaient maintenant les militaires. S'adressant ensuite au chasseur Andréolète, il lui dit que le 10<sup>e</sup> bataillon dont il faisait partie avait eu tort de se conduire le 13 juin comme il l'avait fait, que sa conduite n'avait pas été belle ce jour-là, et il ajouta que, quant à lui, il avait arrêté un colonel et de dragons sur le boulevard et lui avait intimé l'ordre de crier : Vive la République démocratique et sociale; ce à quoi ce colonel avait répondu par un signe d'adhésion.

Les trois soldats, fatigués de ces provocations, après avoir plusieurs fois engagé Mortora à les laisser tranquilles, se déterminèrent à l'arrêter et à le conduire au poste le plus voisin; on trouva sur lui divers écrits politiques, et notamment le prospectus d'un écrit intitulé : *Appel aux démocrates, ou réflexions d'un républicain dans une antichambre de l'Enfer*, ouvrage qu'il prétend avoir composé dans les prisons d'Evreux, où il a été détenu par suite de la condamnation prononcée contre lui par la Cour d'assises de l'Eure.

Dans ses interrogatoires, Mortora a nié avoir tenu les propos qui lui sont imputés; il a même prétendu que c'étaient les trois militaires qui, les premiers, lui avaient parlé politique, et qu'il ne leur avait répondu que, pour redresser les erreurs dans lesquelles ils tombaient; ceux-ci ont persisté dans leur première déclaration, qu'ils ont soutenue être très sincère.

C'est à raison de ces faits que le Tribunal de première instance du département de la Seine a, le 8 mars dernier, rendu une ordonnance par laquelle elle a mise Mortora en prévention de provocation adressée aux militaires, Liébaud et Andréolète, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance envers leurs chefs.

Le témoin Liébaud n'est pas présent; il a la qualité Paris. Les témoins Langon et Andréolète sont présents; on les fait retirer pendant l'interrogatoire du prévenu.

D. Vous êtes ouvrier mécanicien? — R. Oui.

D. Il y a longtemps que vous n'exercez plus cet état?

— R. Après la Révolution de février, l'ouvrage m'a manqué.

D. Et vous vous êtes mis à faire de la propagande?

— R. La mécanique ne donnant pas, il a bien fallu que je m'occupe du bonheur du peuple.

D. Vous annoncez un ouvrage dont vous êtes l'auteur, *Les Réflexions d'un républicain dans l'antichambre de l'Enfer*, que vous devez publier par souscription? — R. J'ai publié la première livraison, et les souscripteurs recevront l'ouvrage quand elle sera finie.

D. Vous êtes à ce sujet l'objet d'une prévention d'escroquerie? — R. Il me sera facile de me justifier quand le moment sera venu.

D. Vous êtes allé au Havre et à Rouen pour y faire de la propagande? — R. J'y suis allé et j'ai assisté à des réunions électorales.

D. Vous avez été condamné? — R. Oui.

D. Où? — R. A Evreux.

D. Ce n'était pas sur la route du Havre; vous parcourez donc les départements pour y répandre vos doctrines? Avec quels fonds faisiez-vous ce voyage, vous qui ne travailliez pas? — R. Je voyageais avec beaucoup d'économie.

M. l'avocat-général Suin : Quelle que fût votre économie, il vous fallait cependant de l'argent; où en preniez-vous, vous qui étiez sans ressources, pour faire ce que vous appelez dans vos lettres de la propagande humanitaire et socialiste?

Le prévenu : J'avais des économies du temps où je travaillais.

M. le président lit une des lettres qui sont au dossier, et dit au prévenu : Avant de chercher à instruire les autres, vous auriez dû commencer par vous instruire. J'ai fait sur une de vos lettres ce qu'on fait pour le thème d'un écolier; j'ai voulu relever vos fautes d'orthographe, et j'ai été obligé d'y renoncer; il n'y a pas une ligne où ne se rencontrent au moins six fautes d'orthographe et plusieurs fautes de français. Vous auriez mieux fait de rester ouvrier mécanicien; c'est un état fort convenable; il ne fallait pas vous élever au-dessus de votre sphère. C'est là la plaie de notre époque. Il y a des ouvriers qui, par leur bonne conduite et l'amour du travail, sont devenus de très honorables chefs d'ateliers, des industriels recommandables; c'était là ce que vous auriez dû faire.

Ces sages réflexions de M. le président ont été accueillies par un mouvement unanime d'approbation. Il serait à désirer que les orateurs d'ateliers, comme Mortora, et les Cicérons de village comme le prévenu d'hier, les méditassent et en fissent leur profit.

M. le président : Est-ce bien vous qui faites vos ouvrages?

Le prévenu : Oui, Monsieur le président.

D. Vous n'avez pas quelqu'un qui les rédige? — R. Non; les idées sont bien à moi; quant au style et à l'orthographe, les imprimeurs corrigent.

M. le président : Ils ont fort à faire. Arrivons aux faits de la prévention.

Le prévenu : Je nie les propos qu'on m'attribue; d'abord je ne suis pas socialiste; je ne sais pas ce que c'est. Je n'ai pu dire que j'avais gagné une moitié de l'armée, car je n'ai jamais parlé à des soldats, si ce n'est avec Langon, avec qui j'étais en relation au sujet d'un billet dont il m'avait confié le recouvrement. Je l'ai rencontré et nous avons bu un verre de vin. Je payai et voulus m'en aller. Lui et ses amis me retinrent et je cédai à leurs instances. Nous avons dîné ensemble, et quand on m'apporta la carte de dépense, qui s'élevait à 3 fr. 50 c., les camarades étaient sans argent. Ils se regardèrent les uns aux autres, et ils me firent arrêter.

M. le président : Vous n'avez pas dit que le 13 juin vous aviez pris un colonel de dragons au collet pour lui faire crier vive la République démocratique et sociale?

Le prévenu : Comment voulez-vous que j'aie pris au collet un colonel qui était à cheval? Il m'aurait fallu une échelle pour cela. (On rit.)

M. le président : Oh! je suis bien sûr que vous ne l'avez pas fait (Nouveaux rires); mais je vous demande si vous avez dit que vous l'aviez fait?

Le prévenu : Pas plus l'un que l'autre.

On entend les témoins.

Michel Langon, caporal au 15<sup>e</sup> de ligne; j'ai rencontré Mortora, et j'ai bu avec lui et les camarades Liébaud et Andréolète. Mortora est mon pays, et je voulais savoir ce qu'il avait fait d'un billet que je lui avais confié. Il paya et me donna un journal en me recommandant de ne pas le montrer à mes chefs. Je ne l'ai seulement pas ouvert, son journal; je l'ai remis au commissaire de police.

D. C'était le journal le *Temps*? — Je ne sais pas; je ne l'ai pas lu. De là, nous avons été déjeuner chez Robert, et il nous a parlé politique tout le temps. Il nous a dit qu'il était socialiste; que ce parti valait mieux que

l'autre; que le Gouvernement le tuait. Liébaud lui dit : « Moi, je ne suis pas socialiste du tout, et je vous engage à ne pas laisser tranquilles. — Vous n'êtes pas socialiste? dit Mortora; eh bien! je vais vous faire un discours, et quand j'aurai fini, vous serez convaincu. »

Quand il eut parlé, Liébaud lui dit : « Avez-vous fini de nous parler socialisme? — Oui, dit Mortora; êtes-vous convaincu? — Oui, dit Liébaud; je suis convaincu... que let. J'allai chercher la garde, et nous le fimes conduire au poste. »

M. le président : C'était très bien; votre conduite vous fait honneur. A-t-il parlé longtemps?

Langon : Un quart d'heure; ce n'était pas assez pour nous convertir. Il disait qu'il avait déjà gagné une moitié de l'armée; que nos chefs nous méritaient comme des brutes, après nous avoir traités de frères en février.

Edmond Andréolète, chasseur au 10<sup>e</sup> bataillon d'Afrique. Ce témoin raconte les faits comme vient de le faire son camarade, et il ajoute : Mortora me demanda si je savais quelles étaient les intentions de l'armée? Je ne l'ai pas dit, que je lui dis, est comme moi; j'ai encore trois ans à faire, et je veux finir mon congé; (On rit.) et en attendant, nous obéissons à nos chefs.

M. le président : Vous avez bien fait de faire arrêter cet homme qui cherchait à vous détourner de vos devoirs; cela prouve votre bon esprit. Votre conduite et celle de vos camarades est digne des éloges de la justice.

M. l'avocat-général Suin soutient la prévention, qui est combattue par M. Ducous-Lapeyrière, avocat.

Le jury a résolu affirmativement les questions qui lui étaient posées, et Mortora a été condamné à un an de prison et 400 francs d'amende.

#### COUR D'ASSISES DES LANDES.

(Correspondance particulière de la *Gazette des Tribunaux*.)

Présidence de M. Ferrier, conseiller à la Cour

d'appel de Pau.

Audience du 19 avril.

ACCUSATION D'ASSASSINAT SUIVI DE VOL. — VOL AVEC VIOLENCES, LA NUIT, SUR UN CHEMIN PUBLIC.

L'audition des témoins continue.

François Mallet, batelier à Dax, a entendu Jean-Baptiste Mora, interpellé sur l'emploi de la journée du lundi 16, répondre qu'il était allé à Port-de-Lane. Le témoin était sur le bateau de Berges, quand Jean-Baptiste Mora apprit la mort tragique de Jeanne Durruthy et l'arrestation du nommé Lamaison (son co-accusé de 1848); il a remarqué l'impression de frayeur que cette nouvelle fit éprouver à l'accusé.

Marié Berpès, ménager à Dax : Jean-Baptiste Mora m'a donné à blanchir le 13 deux chemises sales qui furent mises à la lessive d'une voisine, et dont M. le juge d'instruction, à qui je les présentai, mouillées encore, se saisit comme pièces de conviction.

Gracieuse Durruthy, couturière à Saint-Vincent-de-Xaintes (sœur de Jeanne assassinée), fait une déposition vague et sans intérêt.

Jean Capigne, entrepreneur de travaux publics : J.-B. Mora vint me demander, vers la fin de juillet dernier, du travail; et je l'ai occupé aux carrières de Terres jusqu'au 8 décembre. Ce jour-là je le congédiai, parce que j'étais mécontent de toute sa conduite. Il était paresseux, dépensier, et je me trouvais toujours en avance avec lui. Il coucha encore chez moi le 9, et je suis, par ma domestique, qu'il était parti le 10, annonçant qu'il allait à Port-de-Lane, et emportant la capote d'un de mes bateliers, le nommé Guilleminon. Quand j'appris à la fois l'assassinat commis dans cette commune et les dépenses de l'accusé depuis son retour, je soupçonnai sur le champ qu'il était l'auteur de ce crime; je communiquai ce soupçon à ma femme.

Jean-Baptiste Mora nie le congé que prétend lui avoir donné le témoin; il soutient qu'il est toujours resté satisfait de l'autre; qu'il était, lui, fort économe, fort laborieux et fort rangé; que M. Capigne ne lui refusait jamais d'argent, ce qui explique cette satisfaction réciproque.

Antoine Narps, cordier et pilote à Dax : Dans le voyage commencé de Dax à Bayonne, Jean-Baptiste Mora lui a prêté un franc; les hommes de l'équipage lui ont rapporté le trouble de l'accusé à la nouvelle de l'assassinat de Jeanne Durruthy et de l'arrestation du nommé Lamaison.

Pierre Suberbiot, pêcheur à Port-de-Lane, donna la nouvelle de l'assassinat de Jeanne Durruthy et de l'arrestation de Lamaison à Jean-Baptiste Mora, et fut frappé de l'abattement de celui-ci.

M. Suberbiot : Les termes dans lesquels cette nouvelle fut donnée expliqueraient l'impression qu'elle produisit. Il serait nécessaire que le témoin les répétât.

M. le président transmet à plusieurs reprises cette invitation au témoin, qui s'obstine à ne parler qu'en termes de narration et à la troisième personne. Les efforts réunis du président, du procureur de la République, des avocats et des huisseries, ne peuvent triompher de cette obstination.

M. Suberbiot : Il faut y renoncer. Le témoin n'a pas l'usage des procédés homériques, comme M. le juge d'instruction; nous lirons la déposition telle que ce magistrat l'a rendue.

Jean Sandrez, laboureur à Port-de-Lane, fait une déposition tout à fait insignifiante.

MM. Labourdette, pharmacien, Lyonnet, pharmacien, et Bruyon, professeur de physique à Paris, ont été chargés d'examiner des taches suspectes à la chemise, à la veste et au pantalon de J.-B. Mora. Ils rendent compte des opérations d'expertises comparatives auxquelles ils se sont livrés, et ils en tirent unanimement les conclusions qu'ils avaient du sang au poignet gauche de la chemise, aux deux poignets de la veste, et à la cuisse droite du pantalon.

Jeanne Estrade, veuve Lassouquère, journalière à Port-de-Lane : J'étais allée le 11, dans la matinée, chez la nommée Marguerite Lafosse, de la commune de Béhus. J'en revenais avec elle à Port-de-Lane quand nous atteignîmes Pascal Mora; qui allait dans la même direction venant de la lande communale. Arrivée près du pont de Darmandien, je m'arrêtai pour entrer dans une maison à portée de la route, et Marguerite Lafosse m'attendit. Quand je la rejoignis, elle me reprocha de ne pas lui avoir appris la grande nouvelle de Port-de-Lane. « Quoi donc? » lui dis-je. — L'assassinat de la cordonnière. — Qui vous a dit cela? — Pascal Mora. — Pascal! mais nous avons cheminé une demi-heure avec lui, et il n'en a pas parlé. — Oh! me dit-elle, un jeune homme est venu le joindre; ils ont parlé de quelque chose qui allait mal, d'empreintes de doigts, de sang qui paraissait à l'endroit du bord cru qu'il s'agissait de quelque bête perdue par accident. J'ai demandé à Pascal ce que c'était, et il m'a raconté la chose. Nous rejoignîmes, nous dépassâmes ensuite Pascal Mora, qui rencontra le moulier Caups avec lequel nous le laissâmes.

M. le président, à Pascal Mora : Avez-vous eu avec Marguerite Lafosse, la conversation que rapporte le témoin? — R. Oui.

D. D'où vous venait la nouvelle que vous donniez de l'assassinat de Jeanne Durruthy? — R. Je fus joint par ces femmes auprès du pont de Darmandien. Avant, j'avais rencontré au haut de la côte du même nom, François Piet, qui m'apprit l'événement.

D. Prenez garde, François Piet va vous contredire. D'ailleurs, si c'est auprès du pont qu'il eut lieu la conversation rapportée, c'était un quart d'heure avant que nous eussions rencontré ces femmes; et durant ce quart d'heure, elles ont cheminé avec vous sans que vous leur ayez rien dit. Comment expliquez-vous ensuite les paroles échangées entre Ducaud et vous, qui ont amené la conversation? — R. Je n'ai pas dit à Ducaud, et Ducaud ne m'a pas dit ce qu'on vient de vous rapporter.

M. Etienne Piet, propriétaire-cultivateur à Port-de-Lane et maire de cette commune. Le témoin rend compte des actes de police judiciaire auxquels il prit part le 11 décembre. Cette partie de sa déposition est sans intérêt.

M. le procureur de la République : Nous avons appelé ce



témoin pour constater certaines distances. (Au témoin.) Quelle est la distance du bourg de Lane à la lande commu- nale ? — R. Il faut, avec un char chargé, cinq grandes heu- res aller et venir.

D. Et de la lande au pont Darmandieu ? — R. A peu près une heure.

D. Ainsi, Pascal Moras, qui était parvenu, en se retirant, au pont Darmandieu vers onze heures, qui avait dû em- porter sur la lande quelque temps à l'avance, était nécessaire- ment parti de chez lui avant huit heures du matin. (Au témoin.) Quelle est la distance du haut de la côte de Darman- dieu au pont du même nom ? — R. Trois minutes au plus.

D. Et il y avait un quart d'heure au moins que les deux hommes marchaient avec Pascal Moras quand ils arrivèrent ensemble au pont Darmandieu ?

Marguerite Belloc, tisserande à Bélus. Après avoir réjé- té qu'à dit la femme Larrouque jusqu'au moment où celle- ci s'écarta, elle ajoute : « Pas ai Moras, avec qui je conti- nua mon chemin, fut accosté par un jeune homme, auquel j'adressai la parole. — Comment va le reste ? — Ça va mal, répondit- il. — Un homme en portant la main à son cou, il paraît des- sècher de la main. — Y a-t-il du sang ? Est-elle donc em- preinte de doigts. — Oui. — Ces propos excitèrent ma curiosité. Pascal Moras, à qui j'en demandai l'explication, me dit : « Vous ne savez donc pas la nouvelle ? La cordonnière a été trou- vée morte dans son lit. On l'a étranglée cette nuit. » Le reste de la déposition reproduit le récit de la femme Larrouque.

François Piet dépose qu'il a rencontré Pascal Moras et paré avec lui de l'assassinat de Jeanne Durruthy avant que l'accusé n'ait été accosté par les femmes Larrouque et Bel- loc, que le témoin lui-même a rencontrées après avoir quit- té l'accusé avant la côte de Darmandieu. (Mouvement dans l'auditoire.)

Auguste Caup, menuisier à Ostrevielle : Dans la matinée du 14, je rencontrai Pascal Moras revenant avec sa charrette chargée de la lande. Je lui parlai d'abord de fourniture, qu'il me demandait, qu'il me dit encore. Puis je lui dis : « Il se passe de belles choses à Port-de-Lane. — Oui, a-t-il dit. — La cordonnière a été trouvée morte dans son lit ; on l'a étranglée cette nuit. — Est-ce bien vrai ? — Oui, les gens de justice de Peyrehorade sont chez elle. — Est-elle donc morte ? — Non des soupçons sur quelqu'un ? »

M. le président : Vous parlez-t-il, se conduisant-il comme s'il recevait de vous la première nouvelle de l'événement ? — R. Excitement. Il témoignait beaucoup de surprise.

Pascal Moras : Je ne pouvais et je ne pus témoigner au- cune surprise, puisque j'étais informé de tout par ma con- versation avec François Piet.

André Ducasse, journalier, ancien domestique de Pascal Moras, âgé de quinze ans révolus.

Cet enfant, dont l'apparition est attendue avec anxiété, est accueilli par un mouvement de curiosité ; il est fort troublé et répond difficilement aux questions qu'il faut lui adresser, parce qu'il est incapable de faire un récit de quelque étendue.

M. le président : Que savez-vous ? — R. Il me dit de prendre garde à ce qu'on dirait.

Q. Quel jour ? — R. Le lendemain qu'on eut trouvé la fem- me morte.

D. Le lendemain à quelle heure ? Où s'en alla-t-il ensuite ? — R. A six heures du matin, avant de partir pour la lande d'Astusc.

D. Que vous dit-il donc ? — R. On a étranglé la cordon- nière cette nuit, ce doit être le Marcin (surnom de J.-B. Moras). Je m'étonnai. Il ajouta : C'est bien lui.

D. Après cela, quel ordre vous donna-t-il ? — R. D'aller voir au bourg ce qu'on faisait et ce qu'on disait.

D. Que fîtes-vous ? — R. J'allai au bourg, près de la mai- son de Durruthy, et j'entendis parler le monde.

D. Ou allâtes-vous ensuite ? — R. Vers les landes d'Astusc, joindre mon maître.

D. Eh bien ! que vous dit-il et que lui dites-vous ? — R. Il me dit : « Comment va le reste ? y a-t-il du sang ? » Je lui répondis : « Ça va mal, il y a du sang et les doigts paraissent sur le cou. »

D. Vîtes-vous deux femmes alors ? — R. Il y en avait une, puis il en vint une autre.

D. Montrez-nous ces deux femmes ; sont-elles ici ? — R. Les voilà.

Le témoin montre au fond de la salle les deux femmes La- rouque et Belloc.

Un des jurés : Faisait-il jour quand le témoin reçut de son maître la confiance et la commission dont il parle ? — R. Non. Il ne faisait pas jour.

M. le président : Vous rendîtes-vous au bourg, sur-le- champ ? — R. Oui. (Mouvement d'attention.)

D. Dans quelle partie du bourg ? — R. Devant la maison du régent (de l'instituteur Ladelin).

D. Et là, qu'entendîtes-vous ? — R. J'entendis dire qu'il y avait du sang.

D. Tout de suite, quand il ne faisait pas encore jour ? — R. Oui. (Sensation prolongée.)

Quelle heure était-il donc alors ? — R. Six heures et demie.

D. C'est impossible. Vous avez dû entendre dire cela plus tard ? — R. Je l'ai entendu dire alors ; et, plus tard aussi, quand j'allais à la lande.

D. Dites-vous la vérité ? Il faut la dire ? — R. Je la dis ; je ne mens pas. (Nouveau mouvement.)

M. le procureur de la République : Avez-vous vu J.-B. Moras, le Mazencin, chez votre maître ? — R. Oui, cent fois. On nous coupait les fromens, et puis quelque temps après la Saint-Martin.

D. L'avez-vous vu depuis ? — R. Non.

D. L'avez-vous vu, par exemple, le lundi ou le dimanche, avant le jour où la cordonnière fut trouvée morte ? — R. Non.

D. Connaissez-vous pour appartenir à Pascal Moras le tri- cot que voilà ? — R. Oui, il traînait sur les chaises, où je l'ai vu longtemps ; je l'ai porté moi-même quelquefois. Je ne l'ai plus revu depuis le jour où l'on a trouvé la cordonnière morte.

On entend quelques témoins qui ont reçu ou connu des paiements peu considérables faits par Pascal Moras depuis le 10 décembre.

Clement Casty, laboureur à Port-de-Lane : La première fois que la justice de paix (le juge d'instruction) se transporta à Port-de-Lane, Pascal Moras m'aborda tout effaré, et me dit : « J'ai peur qu'on ariete le Mazencin, et qu'on ne m'ar- rête moi-même. — Pourquoi craintu-tu, si tu n'es pas coupa- ble ? — Je n'ai rien à craindre. — Je ne suis pas coupable, et je crains, parce que le Mazencin dit et qu'on dira que je lui ai donné l'argent qu'il a. » Plus tard, quand Pascal Moras fut arrêté, il me dit : « Je te le disais bien que je serais ar- rêté. Je suis un homme perdu ! » et il se mit à pleurer.

M. le président à Pascal Moras : D'où vous veniez donc ces craintes ? — R. Mon frère était arrêté quand je parlai au témoin pour la première fois.

Des assertions contradictoires s'échangent, entre le témoin et l'accusé sur l'époque de ce premier entretien.

P. Lanerie, propriétaire à Port-Lane : Je suis oncle par alliance de Pascal Moras, et propriétaire de la métairie dont il est colon. Je lui avais défendu, sous peine d'expulsion, de recevoir et de fréquenter son frère Jean-Baptiste. J'ai su que, malgré ma défense, il avait vu deux fois ce jeune homme.

M. le président : Est-il à votre connaissance que Jean- Baptiste Moras soit allé chez son frère le 9 ou le 10 décembre ? — R. Non ; si j'en avais appris, j'aurais fait mon devoir.

Eté Landreau, maréchal-des-logis de gendarmerie : J'ai vu quelques argent, dans lequel je remarquai un nombre assez considérable de pièces d'un liard et de deux liards. Il n'avait dit qu'il n'avait pas le sou.

Quelques témoins, assignés sur la demande ou l'indica- tion de Pascal Moras, déposent d'un emprunt de 130 fr. qu'il avait fait dans le courant du mois de décembre.

M. le procureur de la République a soutenu avec force que l'accusé avait perdu sa plus grande puissance à l'égard de Jeanne Ducasse, et les précisions de celle du nommé Fran- çois Piet. Il n'a pas abandonné toutefois, et il a expri-

mé la conviction qu'elle était encore assez justifiée par les charges qui demeurent établies.

M. Suverbie a fait des efforts désespérés pour la dé- fense de J.-B. Moras.

M. Armand Dulaumon a complété la défense de Pascal Moras.

L'audience est levée à cinq heures et renvoyée au len- demain pour le résumé des débats.

#### Audience du 20 avril.

La Cour entre en séance à dix heures ; les accusés sont introduits ; Jean-Baptiste Moras paraît avoir com- pris l'impression sinistre qu'il a laissée les débats d'hier. Son regard toujours fixe s'est assombri et se dirige avec anxiété vers les sièges des jurés dont il semble interro- ger la pensée.

Pascal Moras, qui a compris aussi, à la physionomie presque radieuse.

M. le président donne la parole à M. le procureur de la République, qui déclare renoncer à la réplique.

M. le président : Les défenseurs ont-ils quelques ob- servations nouvelles à présenter ?

M. Suverbie et Armand Dulaumon répondent par un signe de tête négatif.

M. le président : Accusés, avez-vous quelque chose à ajouter à votre défense ?

J.-B. Moras : Tous les témoins qui vous ont dit que je leur avais parlé de Port-de-Lane, ont menti, ou ils ne savent pas ce qu'ils disent. Si j'avais fait le coup, je le dirais, comme je l'avais dit l'autre fois (en 1844). Moi, je ne sais pas mentir. Je suis innocent de tout ça comme vous.

Pascal Moras se borne à répondre négativement.

M. le président : Les débats sont terminés.

M. le président résume d'une manière complète et con- scientieuse ces longs débats.

A midi, MM. les jurés se retirent dans leur chambre. Une heure se passe, et la délibération se prolonge. En- fin, à deux heures et demie, la sonnette se fait entendre.

Le jury rentre accueilli par un silence solennel.

J.-B. Moras est déclaré coupable sur toutes les ques- tions, mais avec l'admission des circonstances atténuan- tes ; Pascal Moras acquitté sur toutes.

On fait entrer ce dernier, et M. le président prononce l'ordonnance d'acquiescement, à laquelle l'accusé répond en s'inclinant profondément : « Je remercie bien la jus- tice. »

J.-B. Moras entend, sans proférer une parole, requé- rir par le ministère public et prononcer par M. le prési- dent sa condamnation aux travaux forcés à perpétuité.

Pour l'observateur attentif, sa physionomie, en apparen- ce impassible, exprime un sentiment de soulagement.

#### TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (6<sup>e</sup> ch.).

Présidence de M. Puissan.

#### Audience du 26 mars.

MUSIQUE GRAVÉE. — PAROLES IMPRIMÉES. — ABSENCE DU NOM DE L'IMPRIMEUR. — CONTRAVENTION.

Dans son audience d'aujourd'hui, le Tribunal de police correctionnelle s'est occupé d'une question d'im- primerie assez importante. M. Ballard, libraire, était tra- duit à la barre sous la prévention d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 19 de la loi du 21 octobre 1814. On lui imputait d'avoir vendu cinq chansons in- titulées : *l'Histoire d'un arbré de la liberté* — *le Triomphe du Peuple* — *le Chant des Travailleurs* — *la Voix du peuple* — *c'est la voix de Dieu* — la *Chanson de Jean Raison*, dont les exemplaires accompagnés de musique ne portaient pas l'indication du nom et de la demeure de l'imprimeur. M. Ballard réclame en sa faveur la con- servation du droit d'usage en pareille nature : il fait ob- server que les œuvres à la fois musicales et littéraires re- produites par la gravure ne se sont jamais vues astreintes aux prescriptions de la loi qui ne peut s'appliquer qu'aux écrits imprimés par le procédé de la typographie ordi- naire, et à l'appui de son observation il fait passer entre les mains du Tribunal la planche gravée d'une des chan- sons qui ont été saisies.

On entend ensuite la déposition de M. Rousseau, chef de l'imprimerie nationale, qui déclare que les chansons dont il s'agit ont été imprimées à l'aide de la combi- naison des procédés ordinaires typographiques et des pro- cédés lithographiques.

M. l'avocat de la République Puget, se plaçant dans l'hypothèse de la reproduction par la gravure, et dans celle de l'emploi de caractères mobiles reportés à l'aide d'un papier autographique sur la pierre lithographique, a soutenu que, dans la pensée de la loi de 1814, le nom et la demeure de l'imprimeur doivent être placés indis- tinctement sur tous les imprimés formant un écrit com- plet, sur tout ce qui constitue une œuvre de l'esprit, et qui est livré à la publicité par un procédé quelconque de reproduction.

Bien que la loi ait voulu réglementer le mode d'im- pression le plus usité à l'époque de sa promulgation, la généralité de ses termes atteint et embrasse tous les mo- des, tous les procédés de reproduction de la pensée, soit contemporains de la loi, soit à créer dans l'avenir.

Si l'on voulait se faire un bouchier de la tolérance ha- bituelle accordée aux œuvres de musique accompagnées de texte, et non revêtues de l'indication prescrite par la loi de 1814, cette tolérance ne saurait prévaloir contre la loi elle-même ; la pénalité a pu dormir dans la loi, mais elle n'est pas éteinte.

Mais s'il faut voir avec M. Rousseau, dans les chan- sons saisies, l'emploi combiné du procédé typographi- que et du procédé lithographique, la question se place dans les termes mêmes d'un arrêt récent de la Cour de cassation, lequel rejette le pourvoi du sieur Jeanne, pa- petteur, passage Choiseul.

M. Théodore Bac présente la défense.

Après en avoir délibéré dans la chambre du conseil, le Tribunal a prononcé le jugement dont le texte suit :

« Attendu que la loi du 21 octobre 1814 a en pour objet, non pas seulement de réglementer les professions d'im- primeur et de libraire, mais de fixer les conditions auxquelles devait s'exercer la liberté de la presse ;

« Attendu que l'imprimerie proprement dite y est nomi- nativement désignée, parce que c'était alors le moyen le plus habituellement employé pour la reproduction de la pensée écrite ; mais que les dispositions de la loi, appréciées dans leur texte et dans leur esprit, s'appliquent nécessairement à tous les moyens quelconques qui peuvent être mis en usage pour obtenir cette reproduction ;

« Attendu que la gravure ou impression en taille douce, qui exige l'emploi de presses, sinon semblables, du moins analogues aux presses usitées dans l'imprimerie, est un moyen puissant et rapide de propager la pensée ;

« Que dès lors, il est dans l'esprit de la loi susdatée de soumettre les écrits imprimés par le procédé de la gravure dite taille douce, comme les écrits imprimés par les procédés de la typographie, aux conditions énoncées dans les articles 14, 15 et 17 ;

« Attendu que les paroles qui accompagnaient la musique gravée constituaient aussi bien un écrit imprimé que des pa- roles imprimées sans musique, et qu'il ne saurait y avoir d'exception à l'égard de ces sortes d'ouvrages ;

« Attendu qu'il résulte de ce qui précède que le libraire chez lequel on trouve ou qui est, convaincu d'avoir mis en

vente une chanson gravée avec texte et musique commet la contravention prévue et punie par l'art. 19 de la loi du 21 octobre 1814 ;

» En fait,

» Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé par M. Nusse, commissaire de police, le 11 mars 1850, qu'il lui a été remis par le sieur de ville Broussard, comme venant d'être acheté par lui chez Ballard, libraire, cinq chansons imprimées en taille douce et intitulées : *Histoire d'un Arbre de la liberté*, *le Triomphe du peuple*, *le Chant des Travail- leurs*, *la Voix du peuple*, c'est la *Voix de Dieu*, la *chanson de Jean Raison* ;

» Attendu qu'aucune de ces chansons ne contient l'indica- tion du nom et de la demeure d'un imprimeur ;

» Attendu qu'il est constaté par Ballard que ces exemplai- res ont été vendus par lui ;

» Attendu, dès lors qu'il est suffisamment établi que Bal- lard a contrevenu aux dispositions de l'art. 19 de la loi du 21 octobre 1814 ;

» Le condamne à 2,000 fr. d'amende. »

#### CHRONIQUE

PARIS, 26 AVRIL.

Le procureur de la République a fait saisir aujourd'hui à la poste et dans ses bureaux, le journal *la Voix du Peuple*, à raison de la publication d'un article intitulé : *Organisation de la Famille*.

Le journal est poursuivi pour excitation à la haine et au mépris du gouvernement de la République.

— M. Dubois, libraire, ancien chirurgien-major de la garde royale, a entrepris, il y a plus de vingt ans, la publication des *Fies des hommes illustres de Plutarque*. Cette édition, faite sur la traduction de Ricard, devait contenir de riches illustrations. L'ouvrage, auquel les di- vers ministères ont souscrit pour une somme totale de 200,000 fr., à raison de 3,600 fr. par exemplaire, a donné lieu à de nombreux procès entre M. Dubois et les sous-cripteurs. Ceux-ci qui, dans l'origine, avaient cru sous-crire à un ouvrage de 120 livraisons, ont vu le nombre de ces livraisons porté à 4 ou 500. Ils ont refusé de les recevoir. Plusieurs fois, les Tribunaux ont accueilli leurs prétentions. Aujourd'hui il s'agit pour M. Dubois, de forcer les héritiers d'un sieur Monnier, décédé en 1837, à recevoir 73 livraisons du *Plutarque illustré*, et à lui payer 1,095 fr.

Nous avons tant de fois rendu compte de procès pareils intentés par M. Dubois, que nous n'entrerons pas dans des détails qui n'offrent rien de nouveau. M. Quéland a soutenu la demande de M. Dubois. M. Picard, avocat de M. Coureschel, héritier de M. Monnier, a op- posé plusieurs fins de non recevoir résultant de ce que l'acte de souscription n'avait pas été fait double, de ce que M. Dubois n'avait pas spécifié d'une manière assez précise ce à quoi il s'obligeait, etc. Au fond, il prétendait que les sites de Grèce et d'Italie, que M. Dubois de- vait faire dessiner d'après nature, avaient été imaginés à Paris par un artiste, sans sortir de son atelier. Cet artiste, a-t-il dit, avait même trouvé un moyen ingé- nieux de reproduire les traits des hommes illustres. Il avait un portrait donné par la nature d'un magnifique pro- fil grec. Ce portrait posait pour les héros de Plutarque. En sorte que les souscripteurs, qui examinaient curieu- sement les portraits d'Aristide ou de Thémistocle, placés par M. Dubois dans son livre, et donnés par lui comme la reproduction de médailles ou de statues antiques, n'a- vaient en définitive devant les yeux que le portrait du concierge de M. Perry. Voilà comment M. Dubois tenait ses promesses.

Mais après une réplique de M. Quéland, le Tribunal, se fondant sur ce que l'exécution de l'acte de souscription par le sieur Monnier avait couvert les prétendues nul- lités invoquées par ses héritiers, sans avoir égard aux au- tres moyens proposés par ceux-ci, les a condamnés à payer à M. Dubois la somme de 1,095 fr. contre la re- mise de 73 livraisons du *Plutarque illustré*.

— M. Frégeac, commissaire de police quartier du fau- bourg Saint-Denis. Fut informé qu'un sieur Andrieu, de- meurant rue Saint-Honoré, 69, fabriquait et débitait des sirops médicamenteux, se transporta chez lui, assisté de deux professeurs à l'Ecole de pharmacie. Sommés de pré- senter son diplôme de pharmacien, le sieur Andrieu avoua qu'il n'en avait pas, mais qu'il fabriquait et ven- dait, avec l'assistance d'un pharmacien autorisé, qu'il nomma. M. le commissaire de police saisit, nonobstant cette déclaration, les sirops de fleur de pêcher, des cinq racines, de thridace, de grande consoude, de gentiane, de miel rosas et anti-scorbutique, sauf au sieur Andrieu à fournir au Tribunal la preuve de l'assistance du phar- macien derrière lequel il se retranchait.

Traduit devant la 7<sup>e</sup> chambre correctionnelle, le sieur Andrieu n'ayant pas fourni la preuve suffisante des faits allégués par lui, le Tribunal l'a condamné à 50 francs d'amende.

— Qui, dans sa vie, n'a vu, aux Tuileries ou au Luxembourg, ces promeneurs, tenant à la main une ba- dine avec laquelle ils coupaient négligemment, le long de leur chemin, tantôt la feuille qui pend au-dessus de leur tête, tantôt le brin d'herbe qui pousse sous leurs pieds. Quiconque serait passé le 5 avril, à six heures du soir, sur le pont du chemin de fer d'Orléans, aurait pu voir un promeneur de cette espèce, avec cette différence qu'il tenait un merlin de fer en guise de badine, et qu'au lieu d'abattre en passant la tendre feuille ou le faible brin d'herbe, il abattait une pierre du parapet à chaque coup de merlin qu'il donnait, et il en donnait beaucoup.

Il en était à sa vingt-deuxième pierre quand M. Bil- lion, commissaire de police d'Ivry, informé de cela par la clameur publique, arriva et mit fin à ce passe-temps aussi destructeur. En conséquence, Guignard, l'homme au merlin, est traduit devant la police correctionnelle.

M. le président lui fait connaître la prévention.

L'inculpé : Mon Dieu, moi, j'y attachais pas d'importan- ce, j'y faisais même pas attention ; je suis très fort, moi, je suis fort comme un Turc, c'est-à-dire que ça c'est, un mot, vu que j'en défile trois et même quatre, de Turcs ; je tapais donc sur le parapet avec mon merlin, comme si j'aurais eu une baguette, machinalement, en pensant à autre chose ; il paraît que j'ai démolé le pont, on me l'a dit du moins ; j'en suis sûr, j'ai fait par distraction. V'la M. Maillard, mon patron, le premier maître boucher du pays, qui vous dira que je suis un homme tranquille ; seulement j'ai le malheur d'être très fort ; j'abats un bœuf d'un coup de poing, il vous le dira ; mais je suis doux comme un mouton. Je me repens d'avoir échigné le pa- rapet sans prendre garde, mais je vous assure qu'on m'y reprendra pas.

En présence du repentir du prévenu et du bon témoi- gnage de son patron, le Tribunal ne l'a condamné qu'à quinze jours de prison.

Mlle Virginie Lancelle dite Blondinette est traduite aujourd'hui devant le Tribunal de police correctionnelle sous la prévention d'avoir tenu une maison de jeu clan- destine dans l'appartement qu'elle occupe rue de la Chaussée-d'Antin, 49 bis. Le 12 de ce mois, à une heu- re assez avancée de la soirée, le commissaire de police du quartier, accompagné de ses agents, fit une descente dans le domicile de la prévenue, et y constata les faits

qui se rencontrent toujours d'une manière invariable dans les opérations de ce genre : plusieurs personnes étaient assises devant une table où l'on jouait le bacca- rat et le lansquenot, et l'inévitable cagnotte se retrouvait sur le tapis avec une somme de 11 francs qui formaient les prélèvements opérés sur chaque partie au profit de la maîtresse de la maison.

Les sieurs Mastarton, Picot, Beaulieu et les dames De- saint et Delaritz, se qualifiant de rentières, sont enten- dus comme témoins : ils déclarent que les parties de lansquenot et de baccarat n'étaient pas encore commen- cées lors de l'intervention du commissaire de police ; ils reconnaissent toutefois que d'autres parties de jeu avaient déjà eu lieu, et qu'il avait été convenu qu'on fe- rait des prélèvements en faveur de la dame Lancelle. Au reste, c'est par pur hasard et à la suite d'invitation à eux faites par des connaissances, qu'ils s'étaient trouvés réu- nis le soir en question chez la prévenue.

Nonobstant les protestations de la dame Lancelle, qui prétend n'avoir jamais eu l'intention de donner à jouer chez elle, le Tribunal, conformément aux conclusions de M. l'avocat de la République Pujet, la condamne à deux mois de prison, 100 fr. d'amende, et ordonne la confiscation des objets saisis.

— Le sieur Revet, logeur, est traduit devant le Tribu- nal de police correctionnelle sous la prévention d'avoir été trouvé détenteur de munitions de guerre : il résulte, en effet, d'un procès-verbal à la suite d'une perquisition faite chez lui, qu'on a trouvé dix paquets de cartou- ches à balles cachées dans une vieille cassette. Le sieur Revet convient du fait, mais il allègue son entière bonne foi. Ces cartouches appartenaient à des soldats qu'il avait logés quelques jours. Ces militaires, partant ensuite en congé, lui avaient laissé ces cartouches dont il ne s'était plus occupé. Dans l'impossibilité où il se trouve de faire connaître les noms de ces militaires, le Tribunal le condamne à quinze jours de prison et à 300 francs d'amende. C'est le chiffre même exprimé dans la loi dont l'application était inévitable.

— Le 18 janvier dernier, un camion de l'ad minis- tration des Messageries nationales, conduit par le sieur Blache, s'était arrêté devant un magasin de la rue du Sentier : le camionneur procédait au déballage d'assez volumineux ballots. Pendant qu'il donnait toute son at- tention à cette opération assez difficile, et au moment même où il tenait en équilibre un des plus considérables ballots pour le jeter sur le trottoir, le sieur Damas, maître d'hôtel, vint précisément à passer. Préoccupé de ses affaires, il cheminait sans songer le moins du monde à la masse énorme dont la chute le menaçait. Blache lui cria bien gare, il est vrai, mais beaucoup trop tard, car le ballot déjà lancé dans le vide, venait tomber sur le mal- heureux passant qu'il renversa, lui cassant en outre la jambe à deux endroits.

Il fut transporté à l'Hôtel-Dieu dans un état déplora- ble, et, après deux mois et demi de souffrance, il vient se traînant avec peine à l'aide d'une béquille, soutenir la plainte qu'il a portée contre le sieur Blache, traduit de- vant le Tribunal de police correctionnelle, sous la pré- vention de blessures par imprudence. Il se constitue partie civile, et M. Duez jeune, son avocat, conclut en son nom, à ce que Blache et l'administration des mes- sageries nationales, également cités comme civilement res- ponsables, soient condamnés à payer au plaignant une somme de 5,000 francs, à titre de dommages-intérêts ; les certificats des médecins établissant que le blessé ne pourra jamais se servir de sa jambe.

Le défenseur du prévenu s'efforce de rejeter sur l'impru- dence seule du plaignant la responsabilité d'un accident cruel, qu'il aurait pu éviter en faisant attention à ce qui se passait devant lui ; mais le Tribunal, conformément aux conclusions du ministère public, condamne Blache à six jours de prison, 16 fr. d'amende, et solidairement, avec son administration, à payer au sieur Damas la somme de 1,200 fr. à titre de dommages-intérêts, fixe à un an la durée de la contrainte.

Un événement, qui heureusement n'a pas eu de ré- sultat funeste, est arrivé aujourd'hui, vers midi, rue des Fossés-du-Temple, dans le poste occupé par des soldats de la ligne.

Le plancher du corps-de-garde s'est écroulé, entraî- nant un pan de mur. En un instant l'intérieur de ce pos- te a été encombré par les débris des matériaux. Un seul militaire a été légèrement contusionné. Au moment de l'accident, tout le personnel composant la garde se trou- vait rangé dans la rue pour reconnaître une ronde d'of- ficier. Sans cette circonstance, on aurait certainement eu quelque malheur à déplorer.

Erratum. — Deux erreurs se sont glissées dans le compte- rendu de l'affaire de Maisonneuve, numéro de ce matin. En premier lieu, cette affaire est portée, non devant la 1<sup>re</sup> cham- bre de la Cour d'appel, mais devant la 1<sup>re</sup> et la 2<sup>e</sup> chambre réunies en audience solennelle. — 2<sup>e</sup> Dans la plaidoirie de M. Chaix, 4<sup>e</sup> colonne, 7<sup>e</sup> ligne, au lieu de : C'est le moyen d'é- claircir l'affaire, lisez d'enlever l'affaire.

#### Bourse de Paris du 26 Avril 1850.

##### AU COMPTANT.

vention de blessures par imprudence. Il se constituait partie civile, et M<sup>r</sup> Duez jeune, son avocat, conclut sous son nom, à ce que Blache et l'administration des messageries nationales, également cités comme civilement responsables, soient condamnés à payer au plaignant une somme de 5,000 francs, à titre de dommages-intérêts, les certificats des médecins établissant que le blessé pourra jamais se servir de sa jambe.

Le défenseur du prévenu s'efforce de rejeter sur l'imprudence seule du plaignant la responsabilité d'un accident cruel, qu'il aurait pu éviter en faisant attention à ce qu'il passait devant lui; mais le Tribunal, conformément aux conclusions du ministère public, condamne Blache à six jours de prison, 16 fr. d'amende, et solidairement avec son administration, à payer au sieur Dumas la somme de 1,200 fr. à titre de dommages-intérêts, fixe à un an la durée de la contrainte.



OPÉRA-COMIQUE. — Le Songe d'une nuit d'été.  
THÉÂTRE-ITALIEN. — Lucrèce Borgia.  
OPÉON. — Diogène.  
THÉÂTRE-HISTORIQUE. — Urbain Grandier.  
VAUDEVILLE. — L'Homme, le Baiser, la Restauration.

VARIÉTÉS. — La Petite Fadette, Colombine.  
GYMNASE. — Princesse et Charbonnière, Héloïse.  
THÉÂTRE-MONTAIGNE. — Le Sous-Préfet, Traversin.  
PORT-SAINT-MARTIN. — Toussaint Louverture.  
GAITÉ. — Vautrin.

AMBIGU. — Notre-Dame-de-Paris.  
THÉÂTRE-NATIONAL. — Bonaparte.  
COMTE. — Un Demi-Siècle.  
FOLIES. — L'Enfant de l'Amour, Deux Anges.  
DÉLASSEMENTS-COMIQUES. — L'Homme au Manteau bleu.

ROBERT-HOUDIN. — Soirées fantastiques à huit heures.  
SALLE BONNE-NOUVELLE. — Magnétisme, pantomime, etc.  
JARDIN MARILLÉ. — Fêtes des dim., mardis, jeudis et samedis.  
CHATEAU DES FLEURS. — Dim., lundis, mercredis, vendredis.

## Ventes immobilières.

### AUDIÉNCES DES CRIÉES.

#### Paris — IMMEUBLES, TERRE et TERRE

Etude de M<sup>e</sup> Eugène HUET, avoué à Paris, rue de Louvois, 2.

Adjudication sur licitation, le samedi 18 mai 1850, deux heures de relevée, en l'audience des criées du Tribunal de la Seine, séant au Palais de Justice, à Paris, en neuf lots, des biens ci-après :

1<sup>er</sup> lot. — MAISON à Paris, rue du Bac, 42 (38 ans).

Mise à prix : 460,000 fr.  
Produit net, non compris les avances, 35,880 fr. 80 c.  
Charges, environ 4,498 »

Produit net : 31,382 fr. 80 c.  
Avant février 1848, son rapport était de 43,763 fr. 40 c.

2<sup>e</sup> lot. — MAISON à Paris, rue de Grenelle-St-Germain, 97.

Mise à prix : 130,000 fr.  
Produit net, non compris les avances, 13,474 fr. »  
Charges : 1,677 fr. 33 c.

Produit net : 11,796 fr. 43 c.  
Avant février 1848, son rapport était de 16,092 fr. 80 c.

3<sup>e</sup> lot. — MAISON à Paris, rue St-Dominique-St-Germain, 5.

Mise à prix : 25,000 fr.  
Louée par bail authentique : 2,200 fr.

4<sup>e</sup> lot. — MAISON à Paris, rue Beaurivage, 4.

Mise à prix : 30,000 fr.  
Louée par bail principal authentique, 3,500 fr.

5<sup>e</sup> lot. — Cinq lots de TERRE sis terroir et commune de Monnerville, arrondissement d'Etampes (Seine-et-Oise), ensemble d'une contenance de 22 hectares 4 ares 31 centiares.

Mise à prix : 26,000 fr.

6<sup>e</sup> lot. — 20 ares 82 centiares de TERRE, sis

mêmes terroir et commune.

Mise à prix : 300 fr.  
7<sup>e</sup> lot. — 51 ares 5 centiares de TERRE, en deux pièces, sis au même terroir.

Mise à prix : 4,000 fr.  
Ces trois lots sont loués avec la ferme de Monnerville, et ont droit dans le montant des fermages, savoir :

Le cinquième lot, à 988 fr. » c.  
Le sixième lot, à 9 »  
Et le septième lot à 22 15

8<sup>e</sup> lot. — 3 hectares 7 ares 69 centiares de TERRE, en dix-neuf pièces, sises communes d'Arpelt et de Chateaufort, arrondissement de Chartres (Eure-et-Loir).

Mise à prix : 4,000 fr.  
9<sup>e</sup> et dernier lot. — 10 ares 20 centiares, sis au terroir d'Arpelt.

Mise à prix : 50 fr.  
Ces deux derniers lots sont loués avec la ferme d'Arpelt, et ont droit dans le montant du fermage, savoir :

Le huitième lot, à 110 fr. »  
Et le neuvième lot, à 4 75

S'adresser pour les renseignements :

1<sup>er</sup> A M<sup>e</sup> E. HUET, avoué poursuivant, demeurant à Paris, rue Louvois, 2 ; 2<sup>e</sup> A M<sup>e</sup> de Bénéze, avoué, demeurant à Paris, rue Louis-le-Grand, 7 ; 3<sup>e</sup> A M<sup>e</sup> Chauveau, avoué, place du Châtelet, 2 ; 4<sup>e</sup> A M<sup>e</sup> Norès, notaire à Paris, rue de Cléry, 5 ; 5<sup>e</sup> A M. Denis, administrateur de la succession, mêmes rue et numéro 6 ; et pour les biens ruraux, à Angerville, à M<sup>e</sup> Barbier, notaire ; à Méréville, à M<sup>e</sup> Popelin, notaire ; et à Liouville (Eure-et-Loir), à M<sup>e</sup> Sevestre, notaire.

(2089)

Paris — MAISON A CHARENTON.

Etude de M<sup>e</sup> Amédée LEFAURE, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 76.

Adjudication à l'audience des criées, au Palais de Justice, à Paris, à deux heures,

D'une MAISON, cour et dépendances, sises à Charenton-le-Pont, rue des Carrières, 82, le mercredi 8 mai 1850.

Mise à prix : 13,000 fr.

S'adresser :

1<sup>er</sup> A M<sup>e</sup> LEFAURE, avoué poursuivant, rue

Neuve-des-Petits-Champs, 76 ; 2<sup>e</sup> A M<sup>e</sup> Jooss, avoué, rue du Bouloi, 4.

(2087)

Paris — MAISON ET TERRAIN rue du Centre.

Eude de M<sup>e</sup> MIGEON, avoué à Paris, rue des Bons-Enfants, 21.

Vente sur publications judiciaires, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, le mercredi 8 mai 1850, en deux lots :

1<sup>er</sup> D'une MAISON avec jardin, sise à Paris, rue du Centre, 6 ;

2<sup>e</sup> D'un TERRAIN ayant façade sur ladite rue du Centre, portant le n<sup>o</sup> 6.

Mises à prix :  
Premier lot : 13,000 fr.  
Deuxième lot : 4,000 fr.

Total : 19,000 fr.

S'adresser pour les renseignements :

1<sup>er</sup> A M<sup>e</sup> MIGEON, avoué poursuivant, dépositaire d'une copie du cahier des charges et des titres de propriété ;

2<sup>e</sup> A M<sup>e</sup> Burdin, avoué à Paris, quai des Grands-Augustins, 11.

(2088)

Pontoise — MAISON A L'ILE-ADAM.

Etude de M<sup>e</sup> ADVILLE, avoué à Pontoise.

Vente à l'audience des criées du Tribunal de Pontoise, le 14 mai 1850, à midi,

D'une MAISON DE CAMPAGNE, située à l'Isle-Adam, rue Saint-Lazare, près de la station du chemin de fer du Nord.

Composée de salon, salle à manger, cabinets, cuisine, cellier au rez-de-chaussée, de plusieurs chambres et cabinets au premier étage, de greniers au-dessus et d'un jardin derrière.

Mise à prix : 6,000 fr.

S'adresser, pour les renseignements :

A Pontoise, à M<sup>e</sup> ADVILLE, avoué poursuivant ; Et à M<sup>e</sup> Coulbeaux et Lointier, avoués colicitants ;

A l'Isle-Adam, à M<sup>e</sup> Duchaufour, notaire ; Et à Paris, à M<sup>e</sup> Letavernier, notaire, place de l'Ecole-de-Médecine, 17.

(2077)

## CANAL ZOLA.

MM. les actionnaires de la société du canal Zola, d'Aix, ont prévenus qu'une réunion générale aura lieu le 11 mai prochain, au siège de la société, rue Faubourg-Poissonnière, 23, à Paris, heures de midi, pour procéder à la nomination des membres du comité local de surveillance, à celle d'un secrétaire-comptable, et au choix d'un banquier ; enfin, pour prendre toutes les décisions que les circonstances peuvent exiger.

Le gérant, MARIUS DAIME ET C<sup>e</sup>.

P. S. Les actionnaires porteurs d'actions de participation sont priés de bien vouloir en faire connaître les numéros à la direction (sur le Cours, 50, à Aix, Bouches-du-Rhône), de six heures du matin à huit heures du soir, dans le plus bref délai possible.

Le gérant, MARIUS DAIME ET C<sup>e</sup>. (3794)

Bureau de la Revue de Législation, 29, rue Bergère.

OUVRAGES DE M. WOŁOWSKI, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers :

Organisation du Crédit foncier, 2 fr. 50 c.

Etudes d'Economie politique, 7 50

Revue de Législation et de Jurisprudence, par MM. Wołowski, Troplong, Laboulaye, Girard, Faustin-Hélie, Ortolan ; 3 vol. in-8 par an, 20 fr.

(3617)

MM. ALLAIN oncle et neveu, négociants en vins, boulevard Beaumarchais, 37, maison de la poste aux lettres, ont l'honneur de prévenir leur clientèle que leur entrepôt est définitivement transféré rue de Maçon, à Bercy, 25.

(3663)

Café de GLANDS DOUX D'ESPAGNE

efficace dans les migraines, maux de tête, d'estomac et irritations ; agréable au goût, fortifiant pour les enfants, détruit l'effet irritant du café des

lles. En gros : Groult, rue Sainte-Apolline, 16 ; Garnier, rue de Paradis, 12. Détail : Groult, pass. 147, et chez les princip. épiciers. Signé : Lecoq et Bargoin, ou contrefaçon. (1 fr. 20 c. le 1/2 kil.) (3889)

SIROP DE THRIDACE sans opium (seul de laiteux, pectoral anti-nerveux contre les spasmes, insomnies, toux, catarrhes, irritations de poitrine, d'estomac et d'intestins. Pharm. du passage Colbert, 5 fr. et 2 fr. 50 c. Exp. en prov. (3846)

MANUEL Dictionnaire de santé et guide pour guérir la syphilis, par le Dr St-Gervais, 12, r. Richer. Chaq. vol. 310 pag. avec grav., 1 fr. 50 c. ; aux dépôts du Rob Boyveau-Laffey. (3784)

GUÉRISON DE PLAIES ANGES, TUMEURS, ETC. VÉRITABLE ONGUENT CANET-GIRARD. (Vendu autrefois par M. Chrétien, Md de soies, rue St-Denis). — Pharmacie, 28, r. des Lombards. (3793)

ÉRUPTIONS CHRONIQUES du visage : Couperose, Mentagre, Taches, Tumeurs érectiles, etc. (Traité pratique des), avec exposition d'une Nouvelle Méthode de traitement, in-8, 3 fr. 50 c. ; et par la poste, 4 fr. ; par le Dr DUCHESNE-DUPARC, auteur du TRAITÉ COMPLET des GOURMES CHEZ LES ENFANTS, 2<sup>e</sup> édition in-8 de plus de 300 pages, 6 fr., et par la poste, 7 fr. 50 c. A la Clinique de l'auteur, rue du Paon-St-André, 8, et dans toutes les librairies médicales. (3687)

MALADIES DE LA PEAU. Pommade curative de HUE, rue Font-Molère, 39 bis, infailible contre les dartres, démangeaisons, etc. Dépôt chez les pharm. Consult. de 11 à 5 h. (Aft.) (3831)

# AVIS AUX PERSONNES QUI ONT VENDU LEUR ARGENTERIE DEPUIS LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER, OU QUI DÉSIRENT COMPLÉTER LEUR SERVICE.

N. B. — Les personnes qui voudront acheter directement à la fabrique auront la faculté de le faire en demandant des lettres d'introduction aux maisons ci-dessous désignées.

Les prédictions de l'illustre professeur M. Dumas, aujourd'hui ministre du commerce, se sont réalisées.

L'application de la dorure et de l'argenture électro-chimiques à la fabrication de l'orfèvrerie a constitué une industrie nouvelle dont l'importance dépassera bientôt celle de l'orfèvrerie d'or et d'argent.

Cette industrie n'est encore qu'à son début, la consommation de ce métal chaque année quand elle sera connue de tous, quand on saura partout que la pièce d'orfèvrerie argentée atteint à peine le cinquième du prix de la même pièce en argent, fabriquée dans les mêmes conditions de soins et de solidité, tout en faisant le même effet et le même service, et que, par conséquent, on économise le débours et l'intérêt d'un capital considérable inutilement immobilisé.

Cette différence ressortira palpable de la comparaison suivante entre le coût et l'entretien d'une douzaine de couverts d'argent et d'une douzaine de couverts argentés :

12 couverts à filets en argent coûtent 500 fr. — L'intérêt de 500 fr. pendant 5 ans est de... 125 f.

12 couverts à filets argentés coûtent 72 fr. — L'intérêt de 72 fr. pendant 5 ans... 18 f.

Réargenture après 5 ans... 48 f.

Différence à l'achat en faveur des couverts argentés... 428 f.

Différence à l'entretien en faveur des couverts argentés... 107 f.

Vent-on revendre les couverts d'argent, on perd pour le contrôle, la façon et l'usure... 88 fr.

C'est-à-dire 16 fr. de plus que les couverts argentés n'auraient coûté d'achat.

Et dans ce calcul n'entrent pas les chances de vol ou de perte, donnant un chiffre considérable pour l'orfèvrerie, minime pour l'orfèvrerie argentée.

Ces avantages sont bien plus considérables encore pour les autres pièces d'orfèvrerie argentées qui, ne faisant pas un service journalier, durent dix fois plus.

Voici une comparaison qui fait ressortir encore plus évidents les avantages de l'usage de cette orfèvrerie :

Si on achète une douzaine de bons couverts d'argent, on dépensera... 500 fr.

Une cuillère à potage... 90

500 fr.

Pour la même somme on peut avoir un service pour douze personnes, composé de :

18 Couverts de table à filets.	117 fr. » c.
12 id. à café id.	20
12 Couverts de table id.	38
12 id. de dessert id.	35
1 Cuillère à ragoût id.	15
1 id. à potage id.	15
1 id. à sucre id.	9
1 Pince à sucre id.	8
1 Service à découper id.	17
1 Manche à gigot id.	9
1 Hors d'œuvre id.	25
1 Service à salade id.	21
1 Huillier id.	41
2 Saladiers doubles id.	14
4 Réchauds unis id.	140
4 Plateaux de carafe à filets id.	23
1 Moutardier id.	17
12 Cuillères à dessert à filets id.	36
89 Pièces.	596 fr. 25 c.

Tous ces avantages de l'orfèvrerie argentée ont été signalés dans les rapports des jurys de l'Exposition de 1844 et 1849, et récompensés par deux médailles d'or accordées à M. Charles Christoffe.

Nous avons tout fait pour mériter et obtenir la confiance des consommateurs : nos prix sont invariables ; nos titres d'argentures sont garantis.

Aujourd'hui notre industrie est assez connue, nous pourrions nous dispenser de faire de la publicité, car elle nous coûte cher ; mais nous avons à combattre des ennemis qui nous coûtent plus cher encore, d'abord la mauvaise foi de certains marchands qui, par l'astucieuse combinaison de leurs enseignes, font croire au public qu'ils sont eux-mêmes ou les fabricants ou les représentants des inventeurs, quand ils ne vendent souvent que du plaqué ; puis la contrefaçon de nos procédés et de nos marques de fabrique, qui ne sont malheureusement que trop souvent la conséquence de ces usurpations.

Nous prions les acheteurs de prendre bonne note que tous les objets fabriqués par nous portent poignée à la balance et le nom de Christoffe en toutes lettres, et de ne s'adresser qu'aux orfèvres qui ont toute leur confiance, ou aux maisons spéciales de Paris dont les noms suivent : MM. THOMAS & C<sup>e</sup>, boulevard des Italiens, 18 ; — POIL-LEUX, boulevard Saint-Denis, 13 ; — BOISSEUX, rue Vivienne, 26 ; ainsi qu'à nos correspondants des départements et de l'étranger, dont nous avons donné la liste dans notre numéro du 26 décembre dernier. (3797)

## Rue Vivienne, 34. LA FRANCE. ACTIONS DE 50 FRANCS. COMPAGNIE DES MINES D'OR DE LA CALIFORNIE.

Capital : 600,000 fr. (12,000 actions). Première émission, 6,000 actions. Premier départ, fin avril, de 50 travailleurs par le Havre. Personnel de l'expédition : Un directeur, un armurier, M. l'abbé C... du diocèse de Paris, un ingénieur, un médecin, etc. Matériel : Outils, vêtements, vivres, armes, maisons, etc. — TABLES SÉRIENNES, dont les résultats, dans la proportion de 1 à 20 seulement, donnent pour 50 travailleurs le produit de 1,000. — Dans un an, 50 travailleurs produiront 21,300,000 fr., qui donneront par un 170,000 fr. à chaque travailleur et 1,420 fr. par chaque action de 50 fr. — Pour quatre ans, durée de la société, une action pourra rapporter 5,680 fr.

Toute demande d'actions doit être accompagnée d'un mandat sur la poste, FRANCO, à l'ordre de M. RIGAUD, gérant, 34, rue Vivienne, à Paris. — Les bureaux sont ouverts tous les jours, de neuf à cinq heures. (3559)

LIMONADE PURGATIVE AU CITRATE DE MAGNÉSIE DE ROGÉ. Approuvée par l'Académie de Médecine. Cette Limonade gazeuse est très-agréable au goût, et purge aussi bien que l'eau de Sedlitz. Elle se vend à la pharmacie de l'inventeur. RUE VIVIENNE, 12. L'étiquette collée sur chaque bouteille porte la signature du modèle est ci-contre.

PÂTE PECTORALE DE REGNAULD AINÉ. On en prend un morceau chaque fois que l'on éprouve le besoin de tousser ou d'expectorer. Chaque boîte porte sur l'étiquette la signature ci-contre. Régnauld Aîné, Inventeur. Dépôt, rue Caumartin, 45, et dans toutes les villes. (3597)

EAU TONIQUE PARACHUTE DES CHEVEUX. DÉCOUVERTE INCOMPARABLE PAR SA VERTU. Cette Eau arrête la chute des cheveux, les fait croître en très grande quantité. En deux mois, je garantis l'efficacité de ma formule. (V. l'insertion.) Fabrique, rue de l'Hôpital, 40, à Rouen (Seine-Inf.). — Dépôt à Paris, chez Normandin, passage Choiseul, 19. (Aft.) PRIX DU FLACON : 3 FR. (3796)

## MAISON MEUBLÉE A PARIS.

CITE D'ORLÉANS, BOULEVARD SAINT-DENIS, 18. JOLIES CHAMBRES, depuis 1 fr. 25 c. par jour, et dans les prix de 20, 30 et 40 fr. par mois. — Petite et grande APPARTEMENTS depuis 50 fr.

La publication légale des Actes de Société est obligatoire, pour l'année 1850, dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, LE DROIT et le JOURNAL GENERAL D'AFFICHES.

### SOCIÉTÉS.

Par acte sous signatures privées, en date à Paris du seize avril mil huit cent cinquante, enregistré à Belleville le même jour,

M. Joseph BELLANGER, fabricant de peignes en tous genres, demeurant à Paris, place Saint-Nicolas-des-Champs, 98, et M. Jules Emmanuel-Alexandre FLEURY, fabricant, demeurant aussi à Paris, mêmes place, rue et numéro,

Ont formé entre eux une société en nom collectif. Sa durée est de dix ans, du premier janvier dernier au premier janvier mil huit cent soixante-un, sauf le cas de décès de l'un des associés avant l'expiration de son terme et celui de la volonté de l'un des associés de dissoudre la société avant l'expiration de son terme, en manifestant cette volonté par deux actes extra-judiciaires signifiés de quinzaine en quinzaine à l'autre associé, après quoi la société serait dissoute de plein droit.

La raison sociale est BELLANGER et FLEURY.

La société sera administrée en commun ; les associés feront usage de la signature sociale exclusivement pour toutes les affaires ordinaires de la société ; néanmoins, aucun engagement de payer ne pourra être créé sans qu'il soit revêtu de la signature de chacun des associés ; aucun achat, aucune commande de marchandises dépassant cinq cent francs ne pourront être faits que de concert entre les deux associés.

M. BELLANGER a versé dans la société une mise de fonds de douze mille cinq cent francs ; M. FLEURY s'est obligé de verser la somme de pareille somme dans le délai fixé audit acte.

Pour extrait. (1659)

Un acte sous seing privé, dû double à Paris le vingt avril mil huit cent cinquante, enregistré le vingt quatre

avril 1850, F.

Enregistré à Paris, le

avril 1850, F.

Reçu au franc dix centimes

audit mois, folio 102, recto, case 6, par d'Armengaud qui a reçu les droits, il appert :

Que la société formée entre M. Henri LACAZE, physicien, demeurant à Paris, rue de Chartrons-du-Louvre, 8, et M. Louis-Félix-Dominique ANGELOT, entrepreneur de bâtiments, demeurant à Nogent-sur-Marne, par acte sous seing privé du douze juillet mil huit cent quarante-cinq, enregistré le quatorze dudit, folio 41, recto, case 5,

Est purement et simplement dissoute à partir dudit jour vingt avril mil huit cent cinquante.

M. Angelet est le liquidateur. Pour extrait. (1660)

Suivant acte reçu par M<sup>e</sup> Génisson, notaire à Vitry-sur-Seine, les quatre et dix huit avril mil huit cent cinquante, enregistré le dix huit cent cinquante,

M. Abraham NATHAN, ancien fabricant de gants, demeurant à Lunéville (Meurthe), Grande-Rue, 124 ;

M. Charles BEER, ancien fabricant, demeurant à Lunéville, Grande-Rue, 9 ;

M. Meyer TREFOUSSE père, fabricant de gants, demeurant à Paris, rue de Braque, 2 ;

M. Léonce TREFOUSSE ;

M. Dieudonné TREFOUSSE ;

Ces deux derniers employés chez M. Léon père, chez lequel ils demeurent, à Paris, rue de Braque, 2 ;

Ont formé entre eux pour cinq ans, à partir du vingt février mil huit cent cinquante, une société en nom collectif pour le commerce de ganterie, comprenant la fabrication et la vente des gants, l'achat et la vente de toutes les matières premières y relatives et leur emploi.

La raison sociale sera NATHAN, BEER, TREFOUSSE et C<sup>e</sup>.

Le siège principal de la société sera à Paris, rue de Braque, 2.

La signature des engagements relatifs aux affaires de la société appartiendra à chaque associé.

Chacun des associés ne pourra engager la société qu'autant que l'obligation serait relative à la société et pour les affaires commerciales l'intéressant et inscrites sur ses registres.

Pour extrait. (1662)

Suivant acte sous seing privé, en double original, en date à Secaux du vingt-quatre avril mil huit cent cinquante, enregistré en ladite ville le même jour, par Kervyn, qui a perçu cinq francs cinquante centimes, et fait entre M<sup>les</sup> Françoise Stéphanie SAU-NIER, et Marie-Louise-Uranie DONCIE, toutes deux couturières, demeurant à Secaux, rue Lourd, 47, il a été stipulé que la société en nom collectif fondée entre les susnommées, pour le commerce de mercerie, rouennerie, bonneterie et nouveautés, par acte en minute devant M<sup>e</sup> André, notaire à Paris, le cinq mars mil huit cent quarante-quatre, enregistré, déposé au Tribunal de commerce de Paris le quatorze et publié dans la Gazette des Tribunaux le huit du même mois, était prorogée de six autres années, du premier avril mil huit cent cinquante, sans aucune espèce de modification aux statuts.

Pour extrait conforme : SAU-NIER. (1653)

Etude de M<sup>e</sup> REY, sise à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, 25, successeur de M<sup>e</sup> Martin-Leroy.

D'un acte sous signatures privées, en date à Paris du dix huit avril mil huit cent cinquante, enregistré, il a été extrait ce qui suit :